

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 24 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°170 ■

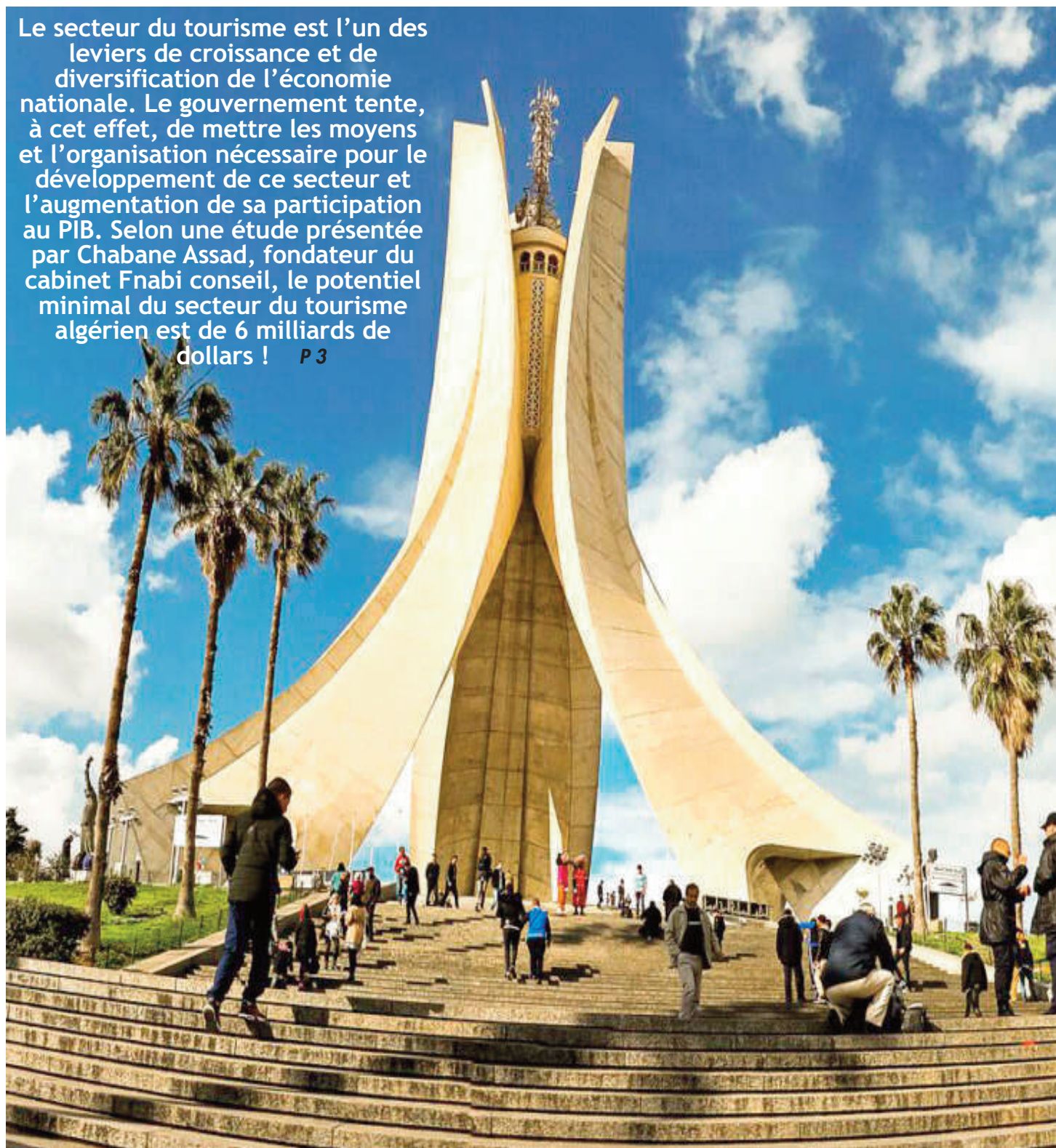
ANALYSE
La géopolitique change, le capital-risque doit changer aussi

P 7

SECTEUR DU TOURISME ALGÉRIEN

Le potentiel minimal est de 6 milliards de dollars!

Le secteur du tourisme est l'un des leviers de croissance et de diversification de l'économie nationale. Le gouvernement tente, à cet effet, de mettre les moyens et l'organisation nécessaire pour le développement de ce secteur et l'augmentation de sa participation au PIB. Selon une étude présentée par Chabane Assad, fondateur du cabinet Fnabi conseil, le potentiel minimal du secteur du tourisme algérien est de 6 milliards de dollars ! P 3



APPRENTISSAGE

Les modalités d'orientation des candidats fixées

Les modalités d'orientation des candidats vers les postes d'apprentissage pour leur placement au sein des employeurs en tant qu'apprentis sont désormais fixées. Un décret vient d'être publié dans le dernier journal officiel N° 47.

P 2

RÉPARATEUR DE CLIMATISEUR, CARRELEUR CHAUFFAGISTES...

Des métiers à labelliser ?

A cause de l'extension urbaine, due à l'explosion de nouvelles cités, et particulièrement à cause des malfaçons dans la construction, de nombreux locataires ont beaucoup de difficultés à trouver de véritables professionnels pour effectuer des travaux d'aménagement. Outre le recours à des connaissances, beaucoup se tournent vers l'internet, pour dénicher la perle rare, avec généralement à la clé une vraie « arnaque ».

P 5

AUX ETATS-UNIS

La FED se prépare à un nouveau tour de vis monétaire

La Reserve fédérale américaine pourrait procéder, depuis le printemps 2022, à sa onzième hausse des taux la semaine prochaine. Certains analystes s'attendent à un ralentissement « en douceur » de l'économie américaine. En zone euro, la BCE pourrait également relever ses taux lors de la prochaine réunion des gouverneurs. Mais le risque de prolonger la récession est plus important sur le Vieux continent.

P 11

PORT D'ALGER

Des quantités importantes de marchandises saisies

P 2

PRIX À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE HORS HYDROCARBURES

En baisse de 2% au premier trimestre 2023

P 4

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL EN 2E RÉGION MILITAIRE

«L'Algérie avance à pas sûrs vers l'excellence»

P 16

SAISON ESTIVALE

Mobilis enrichit sa gamme d’offres roaming

À l’occasion de la saison estivale, ATM Mobilis enrichit sa gamme d’offres roaming et lance à destination de ses clients prépayés, ses « Offres RoamingTunisie ». Afin de permettre à ses clients de rester en contact avec leurs familles et proches durant leurs voyages en Tunisie, ATM Mobilis propose à ses clients des Plans et des Pass internet Roaming, aux meilleurs tarifs et aux multiples avantages, dont des volumes internet allant jusqu’à 15 Go, et des appelsdépasant10heuresde communications,utilisablesen Roaming comme suit :

Plan 1000 : 1Go de connexion + 1Heured’Appel en réception+ 10 Mn d’appels vers l’Algérie + 10 SMS, valable 05 Jours. « Ou Pass 1000 : 2Go de connexion, valable 05 Jours. Plan 2000 : 3Go de connexion + 3Heuresd’Ap-pels en réception + 20 Mn d’ap-pels vers l’Algérie + 20 SMS, valable 10 Jours. Ou Pass 2000 : 6Go de connexion, vala-ble 10 Jours. Plan 4000 : 10Go de connexion + 10Heuresd’Ap-pels en réception + 60 Mn d’ap-pels vers l’Algérie + 50 SMS, valable 30 Jours. Ou Pass 4000 : 15Go de connexion, valable 30 Jours».

Ainsi, pour profiter de ces of-fres, les abonnés prépayés Mobi-lis, peuvent activer les Plans et les Pass Roaming Tunisie,s elon plusieurs façons : En composant laformule*600#, Grâce à l’appli-cation MobiSpace, Grâce à l’in-terface web MeetMob et au niveau des agences commer-ciales Mobilis. ATM Mobilis souhaite de bonnes vacances à tous les Algériens.

APPRENTISSAGE

Les modalités d’orientation des candidats fixées

Les modalités d’orientation des candidats vers les postes d’apprentissage pour leur placement au sein des employeurs en tant qu’apprentis sont désormais fixées. Un décret vient d’être publié dans le dernier journal officiel N° 47.

Par Slimane T

En effet, l’accès à une formation par apprentissage, au sein des établisse-ments publics de formation profes-sionnelle, est soumis aux conditions fixées par la législation et la régle-mentation régissant la formation par appren-tissage. Selon le même décret, l’orientation des candi-dats vers les postes d’apprentissage se fait selon leurs vœux et leurs capacités, dans la li-mite des postes pédagogiques disponibles. « Dans le cas où la demande sur une spécialité dépasse l’offre des établissements publics de formation professionnelle en postes d’appren-tissage, les candidats à la formation par ap-prentissage sont soumis aux épreuves de sélection organisées, à cet effet, par l’établisse-ment public de formation professionnelle. La sélection des candidats à une formation par apprentissage porte sur une épreuve écrite, traitant des matières d’enseignement général, permettant d’apprécier et d’évaluer les connaissances du candidat», précise le même document. Pour une meilleure organisation de l’opéra-tion, une commission mixte d’orientation des apprentis, désignée ci-après la « commission »

est créée au niveau de chaque établissement public de formation professionnelle. Cette commission est composée : du directeur de l’établissement public de formation profes-sionnelle, président ; du responsable chargé de l’apprentissage de l’établissement public de formation professionnelle, membre ; d’un pro-fesseur de la spécialité, membre ; d’un conseil-ler à l’orientation, à l’évaluation et à l’insertion professionnelles, membre ; de l’employeur ou son représentant, membre et d’un maître d’apprentissage, membre. Quant au secrétariat de la commission, il est assuré par le service chargé de l’apprentissage de l’établissement public de formation profes-sionnelle. S’agissant des missions de ladite commission, le décret les a définis dans l’art 8. En effet, la commission est chargée, notam-ment : d’arrêter le nombre de postes d’appren-tissage disponibles par spécialité ; de définir les critères de sélection des candidats ; d’étu-dier les dossiers des candidats ; de veiller au respect des critères de placement des appren-tis ; de vérifier et de valider les épreuves de sé-lection ; d’arrêter la liste finale des candidats afin de les placer auprès des employeurs en tant qu’apprentis ; de veiller à l’orientation des apprentis aux besoins spécifiques vers des postes d’apprentissage adaptés à leur handicap

; d’organiser des visites pour les apprentis, au niveau des établissements publics de forma-tion professionnelle assurant la formation. Par ailleurs, les apprentis sont placés dans les postes d’apprentissage qui répondent aux exi-gences en matière de sécurité et de prévention et l’employeur fournit tous les moyens maté-riels, matières et équipements, permettant d’assurer la formation pratique, selon le pro-gramme de formation. Enfin, l’établissement public de la formation professionnelle est tenu d’élaborer un rapport relatif au placement des apprentis au sein des employeurs, et de le transmettre au directeur de la formation et de l’enseignement profes-sionnels de wilaya, dans un délai n’excédant pas un (1) mois, à compter de la date de la rentrée de formation professionnelle. « Le directeur de la formation et de l’enseigne-ment professionnels de wilaya transmet au di-recteur chargé de l’apprentissage au niveau du ministère, un rapport final relatif au place-ment des apprentis au sein des employeurs, sur la base des rapports des établissements publics de formation professionnelle y rele-vant, pour évaluation et suivi », conclut la même source.

PORT D’ALGER

Des quantités importantes de marchandises saisies

Les services des Douanes ont saisi, au port d’Alger, une quantité impor-tante de marchandises importées, après avoir enregistré sept infra-ctions lors du traitement des déclarations douanières relatives à l’importation, indique, ce dimanche, un communiqué de la Direction géné-rale des douanes (DGD). « Dans le cadre de l’exercice des missions assignées au corps des Douanes algériennes, notamment le contrôle du mouvement frontalier des mar-chandises importées ou destinées à l’exportation, et suite au traitement des dossiers de déclarations douanières relatives à l’importation, sept infra-ctions douanières liées à l’importation de marchandises prohibées, ainsi qu’aux fausses déclarations ont été enregistrées par les services de l’inspec-tion principale des brigades et l’inspection principale de contrôle des opé-rations commerciales relevant de l’Inspection divisionnaire des Douanes d’Alger-commerce, territoire de compétence de la DRD d’Alger Port », pré-

cise la même source. 119.600 unités de feux d’artifice, 325.224 unités de di-vers produits de beauté, 12.231 unités d’accessoires de téléphone portable ont été saisies, ajoute le communiqué. Ces opérations montrent « la vigi-lance et le professionnalisme des services des Douanes algériennes et la mobilisation totale des agents pour la protection de l’économie nationale et la préservation des droits du Trésor public, outre leur contribution efficace au maintien de la sécurité et de l’ordre publics et à la protection du citoyen de tout ce qui constitue une menace pour sa santé ». Les services des Douanes algériennes veillent à « l’application stricte des mécanismes de contrôle dans les opérations commerciales extérieures pa-rallèlement aux facilitations accordées aux opérateurs économiques dans le cadre de la promotion de l’investissement et l’accompagnement des inves-tisseurs et des exportateurs », conclut le communiqué.

R.E.

« FOOD SYSTEMS SUMMIT » DE LA FAO

Le ministre de l’Agriculture demain à Rome

Le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Mo-hamed Abdelhafid Henni, ef-fectuera, à partir de ce lundi, une visite de travail à Rome (Italie), de trois jours, du 24 au 26 juillet, in-dique le ministère dans un commu-niqué. Au cours de cette visite, le ministre participera aux travaux de la pre-mière réunion de haut niveau du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, prévus du 24 au 26 juillet 2023 au siège de l’Orga-nisation alimentaire (FAO). Un évé-nement organisé par le Gouvernement italien, en collabora-tion avec les agences des Nations

Unies basées à Rome, le Pôle de coordination sur les systèmes ali-mentaires et le système des Nations Unies en général. Un évènement au-quel assistera le Secrétaire général des Nations-Unis, Antonio Guterres. En marge de la réunion, le ministre de l’Agriculture et du Développe-ment rural aura des entretiens bila-téraux, notamment avec le directeur général de l’Organisation des Na-tions Unies pour l’alimentation et l’agriculture FAO, le chinois, QU Dongyu, récemment réélu à la tête de l’organisation.

R E.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 morts et 239 blessés en 24 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 239 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le terri-toire national, indique dimanche un bilan de la Pro-tection civile. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour le repêchage des corps de 9 per-sonnes décédées par noyade (7 en mer et 2 dans des réserves d’eau) à travers les wilayas de Mostaganem (2 décès), Oran (3), Boumerdes (1), Skikda (1), El Tarf (1) et Saida (1). Les services de la Protection civile ont procédé, d’au-tre part, à l’extinction de 21 incendies de forêts, de maquis, de broussailles, de récoltes, d’arbres frui-tiers, de bottes de foin et de palmeraies.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s’adresser à l’Agence Nationale de Communication d’Edition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

SECTEUR DU TOURISME ALGÉRIEN

Le potentiel minimal est de 6 milliards de dollars!

Le secteur du tourisme est l'un des leviers de croissance et de diversification de l'économie nationale. Le gouvernement tente, à cet effet, de mettre les moyens et l'organisation nécessaire pour le développement de ce secteur et l'augmentation de sa participation au PIB. Selon une étude présentée par Chabane Assad, fondateur du cabinet Fnabi conseil, le potentiel minimal du secteur du tourisme algérien est de 6 milliards de dollars !

Par Sirine R

« Notre pays est grand et d'une beauté féérique. Est-il impossible d'attirer au moins un quart des réalisations égyptiennes qui se chiffrent à 13 millions de touristes annuellement? La deuxième strate de l'objectif estimé dans ce post est de 3 millions de visiteurs "purement" étrangers. Si ils dépensent la moyenne mondiale. Les exportations générées par le tourisme seraient de 6 milliards de \$», indique-t-il dans une nouvelle analyse postée en ligne sur son compte «Linkedin». Actuellement, et selon les statistiques publiées par l'Organisation internationale du Tourisme, l'Algérie n'a engrangé que 100 millions de \$ représentant 0,2% des exportations. Un taux très faible comparativement à nos voisins et pays de la région. Chaque touriste n'a dépensé en moyenne que 47\$! En 2018, les recettes ont été de 200 millions de \$. Chaque touriste n'a dépensé que 63\$! Alors la moyenne des dépenses mondiales est de 1000 dollars par touriste.

Selon la même analyse, les recettes mondiales du tourisme international ont été en 2019 de 1 732,2 milliards de dollars représentant 7% des exportations mondiales! Le nombre d'arrivées de touristes internationaux a été de 1,465 milliards. Chaque touriste a dépensé en moyenne 1001 \$ durant son séjour. Les recettes réalisées par les pays de la rive africaine de la méditerranée sont les suivantes : « l'Egypte avec 14,3 milliards de \$ représentant 26% des exportations. Chaque touriste a dépensé en moyenne 1000 \$. Le Maroc avec 10 milliards de \$ représentant 21% des exportations. Chaque touriste a dépensé en moyenne 633 \$. Quant à la Tunisie, elle a réalisé 2,7 milliards de \$ représentant 14% des exportations. Chaque touriste a dépensé en moyenne 224 de dollars». Le fondateur du cabinet Fnabi conseil a fait savoir que la "cohorte" des touristes "internationaux" en Algérie est constituée principalement de la communauté algérienne vivant à l'étranger qui "sous déclare" ses entrées en devises. Ce qui explique les dépenses par touriste qui frôle le ridicule de 47\$ en 2019 et 63\$ en 2018. Ils étaient 2,7 millions en 2018 et 2,4 millions en 2019.

En effet, l'existence du marché informel des devises empêche le secteur financier de bénéficier de recettes minimales de 3 milliards de dollars et alimente un marché qui échappe à toute inclusion financière et fiscale, déplore-t-il. A cet effet, la création et le développement de bureaux de change urge pour capter ces ressources. En outre, préconise –t-il, il faut criminaliser le marché informel de devises vu son impact néfaste sur l'économie algérienne. «Si l'Algérie préserve et attire sa communauté à l'étranger pour atteindre les 3 millions de visiteurs. L'objectif minimal (première strate) de 3 milliards de \$ sera atteint (vu que La dépense moyenne mondiale par touriste étant de 1 000 \$). Deux conditions sont nécessaires : La première est d'éradiquer le marché informel de devises et un nombre de bureaux de change suffisants. Le cours de change doit être libre et non administré. La deuxième condition est qu'Air Algérie et l'industrie touristique proposent des offres attrayantes, estime-t-il.

COMPOSÉ DE 31 ENTREPRISES SPÉCIALISÉES

Lancement officiel du cluster du textile et cuir

La Fédération nationale de l'habillement, du textile et du cuir (FNHTC) a procédé, hier dimanche, au lancement officiel du cluster national du textile et cuir, en marge de la 4e et dernière journée de la 2e édition du Salon national du textile, ouvert jeudi dernier au Palais des expositions de la Safex à Alger. En effet, plus d'une trentaine d'entreprises spécialisées dans les différents métiers du textile et de la transformation du cuir ont déjà adhéré au cluster national devant rassembler les opérateurs évoluant dans cette branche industrielle. Le président de la FNHTC, Belhadj Tebbakh, a fait savoir que ce cluster a été initialement lancé le 31 janvier dernier à l'occasion de la tenue des assises nationales du secteur textile et cuir, mais que

l'adhésion effective des entreprises n'a été rendue possible qu'à l'occasion de la tenue de cette 2e édition du salon. Il s'agit, selon lui, d'une structure qui «regroupe l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur», avec pour objectif de «protéger nos entreprises et défendre leurs intérêts», détaille Belhadj lors d'une conférence de presse organisée en marge de ce salon. Il est à rappeler que l'idée de créer un cluster textile et cuir remonte à la tenue en janvier dernier des assises nationales sur la réalité et les perspectives de cette filière. Le conférencier a, en outre, précisé que ce cluster, qui est ouvert aux nouvelles adhésions, aura pour mission de proposer des solutions aux différents problèmes rencontrés par les entreprises du secteur,

mais aussi d'organiser le marché dans lequel elles évoluent et les activités d'importation et d'exportation qu'elles assurent. Les intervenants à la conférence de presse de la FNHTC ont insisté, pour leur part, sur la nécessité de «mettre en œuvre, à la lumière des recommandations issues des assises nationales, des mesures visant à protéger le produit local et dynamiser cette activité, en ouvrant la voie à l'investissement et en renforçant les capacités dont jouissent nos entreprises». Ils ont indiqué que ces dernières se plaignent notamment de problèmes liés à «l'indisponibilité des matières premières et à la présence anarchique sur le marché de produits d'importation». Le tissu importé, utilisé comme matière première, «est toujours considéré comme

produit fini taxé à 30%, alors que celui disponible localement ne répond qu'à hauteur de 10% des besoins nationaux», ont-ils souligné. Du côté des pouvoirs publics, un plan de relance a été lancé par le gouvernement visant le recouvrement de la position de cette filière sur le plan national et international, une meilleure intégration des chaînes de valeur et la réalisation de projets d'investissement structurants. Plus de 11.100 entreprises activent dans diverses branches des industries du textile, du cuir et de l'habillement, avec une valeur à l'export qui a atteint 31,86 millions de dollars en 2022, dont 24 millions de dollars, rien que pour le textile, selon les chiffres du ministère du Commerce. Par S T.

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'UGTA

Amar Takdjout élu nouveau SG

Amar Takdjout a été élu en tant que nouveau secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) lors du 14e Congrès extraordinaire de l'organisation syndicale, qui s'est tenu à Alger. Cette élection s'est déroulée ce dimanche et a été marquée par une forte majorité en faveur de M. Takdjout. Avant d'occuper ce nouveau poste, Amar Takdjout était le secrétaire général de l'Union de la wilaya d'Alger et avait également présidé la Fédération nationale des textiles. Il a joué un rôle important au sein de la centrale syndicale en tant que membre du secrétariat national pendant de nombreuses années. Notons qu'il y avait deux candidats en lice pour le poste de secrétaire général de l'UGTA. Outre M. Takdjout, Mohamed Tayeb Hamarnia, ancien coordinateur de la Centrale à la wilaya d'Annaba, convoitait également cette position. Cependant, c'est Amar Takdjout qui a remporté l'élection avec un soutien significatif de la part des membres présents lors du congrès. Il est à rappeler qu'en prévision de la tenue de ce 14e Congrès de l'UGTA, des congrès régionaux ont été organisés à travers les différentes régions du pays pour examiner le projet préliminaire relatif aux textes juridiques, notamment le statut et le règlement intérieur de l'UGTA pour le soumettre au Congrès pour débat, enrichissement et adoption. Dans son allocution prononcée à l'ouverture des travaux, le secrétaire général par intérim de l'UGTA, Hamou Touahria, qui a annoncé sa non candidature, a appelé les adhérents à cette organisation syndicale, à faire de la prochaine étape "un nouveau départ en faisant valoir ses principes visant à consacrer les valeurs de fraternité et de tolérance". A cette occasion, il a salué "les acquis syndicaux obtenus sous le mandat du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui ont permis d'améliorer la vie des travailleurs, notamment à travers la promotion de l'investissement et la création d'emplois pour développer l'économie nationale".

R E.

ALGÉRIE-TURQUIE

Plus de 5 milliards de dollars d'échanges

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan se sont félicités, samedi à Istanbul, du niveau des relations entre les deux pays. Lors de leurs entretiens, tenus en présence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, les Présidents Tebboune et Erdogan ont exprimé leur satisfaction du niveau des relations atteint par les deux pays, notamment au volet économique, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie s'élevant à 5 milliards de dollars, avec un volume d'investissements turcs en Algérie de 6 milliards de dollars, un chiffre que les deux parties entendent porter à 10 milliards de dollars à moyen terme.

Afin de renforcer le partenariat entre l'Algérie et la Turquie, les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines, ce qui prélude d'une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays, notamment après la réélection de M. Recep Tayyip Erdogan pour un nouveau mandat présidentiel. Lors de leurs entretiens, les deux présidents ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un Sommet qui réunira, prochainement, les deux Présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays frères.

Au volet international, les deux Présidents ont évoqué, avec intérêt, la question palestinienne et convenu d'accélérer le processus d'adhésion de l'Etat de Palestine à l'ONU, en tant que membre à part entière. Ils ont, par là même, évoqué la situation au Soudan, en Libye et au Sahel. L'occasion était pour le président turc de remercier son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son rôle dans le maintien de la qualité des relations arabo-turques. Le Président Tebboune a, rappelle-t-on, effectué une visite de travail en Turquie les 21 et 22 juillet, à la tête d'une importante délégation ministérielle.

R E.

CONSTANTINE

La gare routière ouest reprendra du service incessamment

La gare routière ouest sise à la Cité Boussouf dans la ville de Constantine devra reprendre du service « dans quelques jours », a-t-on appris dimanche auprès de l'Assemblée populaire communale de cette ville.

Fermée depuis janvier 2018 pour rénovation, la gare routière ouest de Constantine située sur un axe névralgique, à l'entrée ouest de la ville, devra ainsi reprendre son activité « incessamment », a précisé le vice président de l'APC de Constantine, Hakim Lafouala.

Ce responsable a affirmé que les travaux de réaménagement de la gare routière ouest tirent à leur fin et il ne reste que quelques finitions. La rénovation de cette gare routière a nécessité un investissement public de plus de 270 millions de DA, a indiqué la même source, ajoutant que les travaux de réhabilitation ont porté, entre autres, sur l'aménagement des locaux de commerce, la mise à niveau de l'espace urbain et la reprise de l'éclairage public selon les normes modernes.

La réouverture de cette structure de correspondance entre les lignes de transports en commun reliant Constantine à plusieurs wilayas du pays (plus de 30 lignes), permettra de désengorger la circulation dans la ville de Constantine notamment dans les alentours du pôle d'échange de la zone industrielle Palma où tous les moyens de transport autorisés (bus et taxis service, inter-wilaya) étaient transférés depuis 5 ans.

La gestion de cette structure de correspondance devant fonctionner à plein temps, sera confiée à la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral), Selon la même source.

R. E.

MATIÈRES PREMIÈRES

Zinc et plomb, deux métaux prisés en rupture de stocks

Le zinc et le plomb font partis des métaux les plus prisés dans les marchés boursiers mondiaux et considérés comme des matières premières rares ou peu abondantes, avec des prévisions d'une hausse de leurs prix en raison de la tendance de la consommation mondiale croissante pour les prochaines années. Selon des données fournées par le ministère de l'Energie et des mines, le prix du zinc s'établissait, en juin dernier, à 2271 dollars la tonne, soit 2,12 euros le kilogramme. La production de zinc est destinée principalement à la galvanisation, servant à recouvrir un autre métal d'une couche de zinc dans le but de le rendre résistant à la corrosion. Il est utilisé également dans les industries de l'automobile, des appareils ménagers ou les composants électriques, ainsi sous forme d'oxyde dans l'industrie chimique. Les stocks de zinc détenus à la bourse des métaux de Londres ont chuté cette année à leur plus bas



niveau depuis 1989. Ceci constitue « un signal sur les difficultés d'approvisionnement de ce métal dans les prochaines

PRIX À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE HORS HYDROCARBURES

En baisse de 2% au premier trimestre 2023

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national, enregistrent une baisse de 2,0% au premier trimestre 2023 par rapport au quatrième trimestre 2022, indique l'ONS dans son dernier rapport.

Par S R

Il est à rappeler que la croissance relevée durant ce dernier trimestre s'est élevée à -0,8%. L'évolution des prix au premier trimestre 2023 et par rapport à la même période de l'année précédente, s'affiche à un taux de +7,3%. Par secteur, celui de l'Energie a affiché une baisse de 0,9% de ses prix à la production, l'évolution reste dans la même tendance que ceux relevés au trimestre précédent, qui s'est défini par une variation de -0,1%. Une baisse sensible de 11,2% caractérise les prix du secteur des Mines et Carrières au premier trimestre 2023. Cette tendance se justifie principalement, indique la même source, par la baisse observée au niveau de l'extraction du minerai de phosphate (-13,0%) et à un degré moindre, celle relative à l'extraction du minerai des matières minérales (-2,9%), explique la même source.

Après une croissance de 1,6%, rele-

vée au trimestre précédent, les prix à la production dans le secteur des ISMMEE se caractérisent par une baisse de 3,8% au cours du premier trimestre 2023. « Cette baisse s'explique essentiellement par le recul des prix constaté au niveau de la fabrication des biens intermédiaires métallique, mécaniques et électriques avec un taux de -17,0% et à un degré moindre ceux de la fabrication des biens de consommations métalliques (-1,5%) », précise l'ONS.

Le secteur des Matériaux de Construction enregistre une baisse de 0,4% de ses prix à la production, due principalement à la baisse des produits en ciment et matériaux de construction divers (-1,9%). - Après une baisse de 0,3% relevée au quatrième trimestre 2022, une hausse de 1,2% gagne le secteur des Industries Agro-Alimentaires au premier trimestre 2023.

Ce rebondissement résulte de l'accroissement des prix relevés au niveau de l'industrie du lait (+4,2%) ainsi que de celui du travail de grains

(+1,8%), contre des taux de 0,3% et de -0,6%, observés respectivement au trimestre précédent.

Une croissance de +1,6% définit le secteur des Industries des Textiles, toutefois, elle reste de moindre ampleur que celle relevée au trimestre précédent (+2,2%). Cette tendance est due essentiellement à la hausse des prix relevée au niveau de la fabrication des biens intermédiaires du textile avec une variation de +2,9%. Après une évolution de +1,3% observée au trimestre précédent, les prix à la production dans les Industries des Bois, liège et papier baissent d'un taux de 0,5% durant ce premier trimestre 2023. Cette baisse se justifie principalement par le recul des prix constaté au niveau de la transformation du papier (-1,0%), ainsi que la menuiserie générale des biens intermédiaires en bois (-0,1%). Une baisse de 15,4% caractérise les Industries Diverses au cours de ce premier trimestre 2023.

INVESTISSEMENTS EN INTERVENTION SUR LES PUITES PÉTROGAZIERS

Plus de 58 milliards \$ prévus cette année

Alors que les prix de l'énergie flambent depuis la guerre en Ukraine, les compagnies pétrolières travaillent activement à optimiser leur production plutôt qu'à miser sur la découverte de nouveaux gisements exploitables.

Une étude publiée lundi 10 juillet par le fournisseur norvégien de données sur le secteur énergétique Rystad Energy montre que les investissements dédiés aux interventions sur les puits pétrogaziers connaîtront une hausse significative en

2023. Rystad prévoit que ces dépenses dépassent les 58 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. Une croissance qui est essentiellement liée à un changement dans la stratégie opérationnelle déployée par les compagnies pétrogazières. De plus en plus, ces entreprises préfèrent maximiser leurs efforts dans l'optimisation de la production des périmètres qu'elles exploitent.

Ainsi, ce serait jusqu'à 11 milliards de dollars qui seraient investis par les compagnies dans des opé-

rations de perforation et de câblage. Un montant qui monte à 20 milliards dans les activités de tubage et d'injection d'eau, entre autres.

D'après Rystad, environ 35 % du total de ces investissements devrait être consacré aux équipements et aux produits chimiques utilisés dans le cadre des interventions sur les champs pétrolifères.

Par ailleurs, le cabinet estime qu'avec la reprise de la demande pétrolière au second semestre 2023, l'intérêt pour les opérations d'intervention sur les puits

devrait se renforcer. Ces techniques étant perçues par les sociétés comme rapides, efficaces et rentables pour maximiser les ressources existantes.

Selon les projections de Rystad, le marché africain, mais aussi asiatique et sud-américain devrait soutenir cette croissance à hauteur de 9 % au terme de l'année 2024. Une hausse qui atteindrait les 17 % à l'horizon 2027, pour des travaux d'intervention impliquant jusqu'à 260 000 puits à travers le monde.

Agence

l'Australie, les Etats Unis, l'Inde, le Mexique, la Bolivie, le Canada, le Kazakhstan et la Suède.

S'agissant du plomb, son prix avait atteint en juin dernier 1989 dollars la tonne, soit 1,85 euros le kilogramme. Selon le ministère, le plomb est également considéré comme « un métal rare, très demandé et qui est utilisé notamment dans la fabrication de piles et de batteries pour les moteurs thermiques et les batteries de véhicules électriques ». Ce métal est exploité aussi dans la fabrication de munitions, les gaines de câbles électriques, ou sous forme d'oxyde de plomb dans le verre ou les tubes cathodiques. Le plomb est également utilisé dans la radiologie et l'industrie atomique, sans oublier qu'il était longtemps un matériau de choix dans la tuyauterie, avant d'être interdit en 1995 pour les canalisations en raison de sa toxicité.

Agence

RÉPARATEUR DE CLIMATISEUR, CARRELEUR CHAUFFAGISTES...

Des métiers à labelliser ?

A cause de l’extension urbaine, due à l’explosion de nouvelles cités, et particulièrement à cause des malfaçons dans la construction, de nombreux locataires ont beaucoup de difficultés à trouver de véritables professionnels pour effectuer des travaux d’aménagement. Outre le recours à des connaissances, beaucoup se tournent vers l’internet, pour dénicher la perle rare, avec généralement à la clé une vraie « arnaque ».

Par Réda Hadi

Alors que l’on pense que les « petits métiers » avaient tendance à disparaître, ne voila-t-il pas qu’internet les a fait émerger, même de façon anarchique, avec parfois des arnaques comme conséquences. Avec donc la disparition de certains métiers, pour peu que l’on se prévaut de savoir quelques rudiment en la matière, que se déclare professionnel. Et c’est malheureusement le cas. Le marché de ces réparateurs ; maçons, carreleurs, frigoristes ou autres réparateurs télé ou de climatiseur, ne répond à aucune règle, et pire sont exempts d’impôts. L’anarchie règne et c’est à qui profite le mieux. Aussi et en l’absence de toute législation, ajoutée à la difficulté de l’anonymat de la toile, il est difficile de contrôler. Pourtant la toile ne renferme pas que des esprits malveillants, et certains réparateurs gagnent leurs vies honnêtement, avec conscience et professionnalisme surtout. En effet, l’un entre eux, venu réparer un réfrigérateur, s’est plaint de la concurrence dé-

loyale de certains qui effectuent des réparations en une heure alors que cela demande une demi-journée. Pour ce réparateur, les chances d’accéder au marché sont inégales. Pour lui la solution serait de labéliser ces métiers pour les mettre en valeur et ainsi séparer le bon grain de l’ivraie. Beaucoup de ces professionnels adhèrent à cette idée, et disent qu’une labellisation de l’Etat, ils rassurent le client, et mettent en avant leur savoir-faire, sans avoir à payer Google, pour paraître en tête de liste des demandes. Et cela est d’autant plus vrai, que ne connaissant pas de professionnels, beaucoup de citoyens consultent le net et prennent le premier trouvé.

Un Guide du consommateur algérien pour éviter les arnaques
Une autre façon d’éviter de se faire rouler dans la farine est de consulter le Guide du consommateur algérien pour éviter les arnaques. Vous avez été victime d’une arnaque lors d’un achat d’un produit (alimentaire ou électroménager) ou d’un service (un voyage touristique, une réparation à domicile ou un contrat d’assurance) et vous ne savez pas quoi faire ! Allez sur le site web du ministère du Commerce, vous y trouverez un Guide

du consommateur algérien, en cliquant sur la rubrique consommateur, située dans la barre des menus. Vous y trouverez des informations utiles et des conseils pratiques qui vous aideront à connaître vos droits et à vous défendre, notamment : Une liste de 10 règles d’or du consommateur averti ; Des lettres types pour rédiger, par exemple, une réclamation auprès d’une autorité de contrôle ou une déclaration de sinistre à la compagnie d’assurance; Les démarches à suivre pour éviter ou régler un litige commercial. Certains jugent cela insuffisant peut être, mais reste utiles tout de même utile. En définitive, tous les professionnels que nous avons approchés, sont unanimes à dire, qu’avec la labellisation, ils auront les coudées franches pour affirmer leurs métiers, mais surtout la labellisation sera une forme de garantie pour eux et pour le client, quelque soit le métier.

RISQUES CLIMATIQUES

«L’Algérie fortement menacé»

La terre vit un risque majeur induit par le réchauffement climatique et la raréfaction de l’eau ! « L’Algérie est frontalement concernée par plusieurs sous-risques : la désertification, la sécheresse, la canicule, l’ensablement, les vents de sable, etc. », a indiqué ce dimanche le Professeur Abdelkrim Chalhoun, rappelant qu’« on est le pays le plus menacé par ces risques climatiques ». Selon l’invité de la rédaction de la chaîne 3, de la Radio Algérienne, « La responsabilité incombe à l’homme, qui, en forçant l’industrialisation a occulté l’aspect climatique. » En effet, poursuit l’intervenant, les pays industrialisés sont les parties les plus impliquées et n’assument pas leur responsabilité. Et de nommer : les Etats-Unis, la Chine, l’Europe et le Brésil, comme

les gros pollueurs. Alors que les pays pauvres ne sont impliqués qu’à hauteur de 4%, dans les effets de serre que ce soit pour l’émission de gaz carbonique ou le méthane. « En 2015, lors de la COP à Paris (France), il a été question de mettre en place un Fonds pour l’environnement de 100 millions de dollars en aide à tous les pays africains, dont l’Algérie qui est la plus touchée par la désertification, la sécheresse, la canicule et les vents de sable », a-t-il rappelé. Des COP ont été organisées depuis, dit-il, sans dépasser les recommandations qui sont restées lettre morte. L’expert de l’Université Houari Boumediène fait constater que toutes les COP, de Paris à Charm el-Cheikh (Egypte), en passant par Glasgow (Ecosse), ont échoué. « Ils n’ont pas mis des Comi-

tés intergouvernementaux de suivi des risques majeurs sur le terrain », a argumenté le Président du Club algérien des risques majeurs, indiquant pour raison qu’« ils ne veulent pas mettre la main dans la poche ». C’est pour cela, adjoint-il, que le représentant américain au changement climatique, John Kerry, est parti la semaine passée en Chine à l’objet de chercher une solution multilatérale concertée à ce problème du réchauffement de la terre. Face à ce statu quo, imposé par les pollueurs, M. Chalhoun suggère que les pays victimes doivent se regrouper pour organiser une COP dédiée à l’Afrique. « Je ne vois pas pourquoi il n’y a pas une COP dédiée à l’Afrique, par exemple ? », s’est-il interrogé. « Il faut une politique agres-

sive, frontale, de la part de ces pays qui doivent être écoutés avant de voir les choses se compliquer pour eux à l’avenir», assène l’invité de la chaîne 3, rappelant que ces pays sont nombreux. Admettant que ce que traverse la terre comme vagues de chaleur n’est « qu’un avant-goût » de ce que nous allons endurer davantage à l’avenir, M. Chalhoun avertit que la GEC + Green Energy Cluster + prévoit une augmentation de la température de 1,5°C d’ici 2050 », pratiquement autant que le 1,5°C de plus subi entre 1850 et 1900, et dont nous subissons, présentement, les effets néfastes de par la canicule et son corollaire fait d’un cortège de catastrophes naturelles.

Source : Radio nationale

DJANET

Démantèlement d’un réseau criminel

Le groupement régional de la gendarmerie nationale de la wilaya de Djanet a réussi à démanteler un réseau criminel, impliqué dans une activité illégale d’orpaillage et à récupérer plus de 3 milliards de centimes et 457,6 grammes de métal jaune. Selon un communiqué de la Gendarmerie nationale, l’opération est intervenue à la suite d’informations reçues par la brigade spéciale de surveillance sud de la gendarmerie nationale à Djanet, indiquant qu’un groupe criminel a abusé de l’activité d’exploration illégale d’or ». Elle a ajouté : « Après avoir accompli les procédures judiciaires et sous man-

dat de perquisition délivré par le procureur général près le tribunal de Djanet, un plan judiciaire a été élaboré pour arrêter ce groupe. Une maison et un magasin de la municipalité de Bordj El Haouas ont été perquisitionnés par les unités affiliées au groupe, sous la supervision du commandant du groupement régional de la gendarmerie nationale à Djanet, et ce après avoir bouclé les lieux et pris des mesures et des précautions de sécurité ». Le communiqué indique que l’opération a permis la saisie de « 406,6 grammes de métal jaune, une somme d’argent

s’élevant à 1 milliard et 163 millions de centimes, ainsi que l’arrestation d’une personne de nationalité algérienne ». Quant à la seconde opération, elle s’est soldée par la saisie de « 51 grammes de métal jaune, une somme d’argent estimée à 2 milliards et 165 millions de centimes, 34 balances pour poids d’or, une machine électronique spéciale pour compter l’argent, outre l’arrestation de 3 personnes de nationalité algérienne et une personne de nationalité africaine ». R E.

PRODUCTION ET EXPORTATION

Algerac lance des programmes de certification

L’Organisme algérien d’accréditation (Algerac) a annoncé, dans un communiqué, le lancement d’une initiative « stratégique » visant à développer des programmes de certification de produits, adaptés au besoin national. « Conscient de la constante évolution du cadre réglementaire régissant le marché mondial et de la nécessité aujourd’hui pour les opérateurs exportateurs de s’adapter au contexte légal imposé par chaque pays, Algerac lance une initiative stratégique visant à développer des programmes de certification de produits adaptés au besoin national », est-il indiqué dans le communiqué. « Cette certification contribuera en faveur de l’insertion de l’Algérie dans son environnement mondial pour accroître ainsi ses opérateurs économiques du pays mais aussi de veiller à garantir la qualité des produits mis en circulation et à assurer la sécurité et la santé du consommateur », ajoute Algerac. En outre, elle constitue un outil politique régulateur de marché attestant que le produit est conforme à un ensemble de spécifications techniques contenues dans la norme internationale ISO/CEI 17065 (évaluation de la conformité -exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services). A cet effet, une réunion de sensibilisation a été organisée le 18 juillet courant au niveau d’Algerac au cours de laquelle un dialogue a été engagé avec plusieurs représentants d’organismes certificateurs et opérateurs économiques pour présenter les enjeux et procédures de la certification et recueillir les difficultés auxquels font face les exportateurs. Il a été question également de tracer la voie à suivre qui permettra de développer les différents programmes de certification selon les produits à adopter, de réfléchir sur les différents soutiens financiers pouvant être mis au profit des organismes certificateurs et de sensibiliser les parties prenantes devant être impliquées dans ce projet. La sélection de produits à certifier sera déterminée en tenant compte essentiellement du potentiel de production que possède le pays, de la qualité du produit mais également du potentiel existant de la demande du marché local et extérieur, explique le communiqué. Une feuille de route a ainsi été retenue dans laquelle un plan d’action a été élaboré visant à mettre en place et développer l’ensemble des mécanismes et des critères menant à l’accréditation des organismes certificateurs pour qu’ils puissent ainsi délivrer au profit des producteurs et exportateurs une attestation officielle de conformité reconnue à l’échelle internationale, précise la même source.

R E.

TÉBESSA

Les transporteurs autorisés à desservir les wilayas côtières

La direction des transports de la wilaya de Tébessa a accordé 160 «autorisation exceptionnelles» aux transporteurs en commun pour qu'ils puissent desservir les wilayas côtières durant la saison estivale, a indiqué, jeudi dernier, le directeur local du secteur. Rafik Bait a précisé que ces autorisations exceptionnelles permettront de renforcer les lignes à destination du littoral qui connaissent, tout au long de l'été, un afflux considérable d'habitants de la wilaya de Tébessa désireux profiter d'une journée au bord de la mer ou de passer des vacances sur la côte. L'attribution de ces autorisations répond, selon le même responsable, à «une préoccupation exprimée à plusieurs reprises, aussi bien par les citoyens de la wilaya de Tébessa que par les transporteurs en commun», appelant à développer des lignes entre l'antique Thèveste et les wilayas côtières dont El Tarf, Skikda et Jijel. Ces autorisation exceptionnelles, valables du 15 juillet au 31 août, ont également été accordées dans le cadre de l'encouragement du tourisme intérieur, en attendant le renforcement du réseau par des lignes permanentes vers les wilayas du littoral, a encore affirmé le directeur des transports. L'opération a été très bien accueillie par de nombreuses familles de Tébessa. Jeudi dernier, à la gare routière Hocine-Aït-Ahmed du chef-lieu de wilaya, les guichets étaient pris d'assaut. Un jeune vacancier en partance pour la wilaya de Jijel a confié que ce voyage vers les plages était auparavant «très pénible», dès lors qu'il fallait transiter par Annaba ou Constantine pour ensuite rejoindre les wilayas de Skikda, Jijel, El Tarf ou de Bejaïa.

SNIKDA

Séjours en bord de mer pour des enfants de M'sila

Pas moins de 140 enfants vivant dans des zones reculées de la wilaya de M'sila ont pris la route mardi dernier en direction d'El Kala (Skikda) où ils séjourneront au bord de la mer dans un camp de vacances, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce premier groupe constitué d'enfants résidant dans des zones isolées des daïras d'Ain El Melh, de Ben Srou, de Sidi Ameur et de Medjedel pourront profiter de la mer durant 10 jours, a précisé la même source. Ces virées vers la mer, qui se poursuivront tout au long de la saison estivale 2023, incluront des enfants des zones reculées relevant de l'ensemble des daïras de la wilaya, selon un programme préétabli, a-t-on également fait savoir de même source. Cette initiative s'inscrit «dans le cadre de la prise en charge des enfants, en particulier ceux résidant dans des régions isolées, afin de leur permettre profiter de la Grande bleue, de passer leurs vacances dans les meilleures conditions et de découvrir les zones touristiques de leur pays». La même source a affirmé que tous les moyens nécessaires ont été mis en place pour faciliter ces voyages et assurer le suivi des séjours des enfants en matière d'hébergement, de santé et d'activités récréatives.

ALGER

Lancement d'une grande campagne de nettoyage à la forêt de Bainem

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a donné, vendredi à la forêt de Bainem à Alger, le coup d'envoi d'une grande campagne de nettoyage dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur, axée sur l'éducation environnementale.

Cette campagne de bénévolat, organisée à la forêt de Bainem qui s'étend sur 504 hectares, a été lancée en présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji et de la présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Alger, Nadjiba Djilali. Cette initiative a également vu la participation d'artistes, de représentants d'associations et des services de la Protection civile, en plus des agents de la Direction générale des forêts (DGF) et des Scouts musulmans algériens (SMA).

Dans une déclaration à la presse en marge de cet événement écologique, Mme Dahleb a mis l'accent sur l'importance de "la mobilisation et de l'action collectives pour préserver l'environnement et les forêts, notamment avec les conditions climatiques enregistrées actuellement dans le pays, accompagnées d'une vague de canicule", soulignant que les déchets constituent le principal facteur à l'origine des feux de forêt, d'où l'impératif de s'en débarrasser, en associant tous les départements ministériels concernés. Ces campagnes toucheront, dans les jours à venir, d'autres forêts à



l'échelle nationale, a ajouté la ministre. Dans le même cadre, la ministre a rappelé l'application mobile qui permet aux citoyens de détecter et de signaler les points noirs et les décharges sauvages de déchets, à travers les smartphones en prenant une

photo avec la localisation géographique automatique du dépôt signalé pour permettre aux services locaux de prendre les mesures nécessaires pour leur élimination, en coordination avec les services spécialisés de la commune.

BOUIRA

Extinction de l'incendie de Zbarbar

L'incendie qui s'était déclenché jeudi dans la forêt du village Taalba relevant de la commune de Zbarbar (daïra de Lakhdaria), à l'ouest de la wilaya de Bouira, a été complètement éteint, a-t-on assuré vendredi à la Direction locale de la Protection civile. L'incendie ayant mobilisé d'importants moyens humains et matériels ainsi que

diverses institutions et partenaires (Protection civile, Forêts, autorités locales) en plus d'éléments de l'Armée populaire nationale et des citoyens, a été "éteint définitivement et le site est toujours sous surveillance pour parer à un éventuel nouveau départ d'incendie, le site étant très chaud", a-t-on indiqué dans un communiqué de la Direction de wilaya de la Protec-

tion civile.

La même source a précisé qu'après extinction de l'incendie, les sapeurs-pompiers sont restés sur le site pour entamer l'opération de surveillance faisant la chasse aux fumeroles et retournant la terre pour la refroidir, un travail de longue haleine, mais nécessaire pour éviter un éventuel départ de feu. Pour rappel, une quarantaine

d'éléments de la Protection civile (entre agents et officiers) et 10 camions de lutte contre les feux ont été mobilisés dans l'opération de lutte contre l'incendie de Taalba qui a nécessité également l'intervention de la colonne mobile de Bouira et de quatre hélicoptères de lutte contre les incendies.

MALGRÉ SON POTENTIEL TOURISTIQUE CONSIDÉRABLE

Souk-Ahras souffre d'une pénurie d'hôtels

Aujourd'hui, alors que la fête de l'Aïd al-Adha est passée et que les résultats du baccalauréat sont connus, les vraies vacances ont bel et bien démarré pour les familles algériennes. La canicule aidant, des estivants venus des différentes régions du pays en quête de fraîcheur et de détente ont pris d'assaut, depuis mercredi 19 juillet, les villes du littoral, comme c'est le cas dans l'est algérien pour Béjaïa, Jijel, Annaba, El Kala et nous en oublions certainement d'autres. Mais pas que, force est de le constater, puisque l'on assiste cette année à un rush particulièrement important, toujours à l'est, vers les frontières algéro-tunisiennes d'Oum Teboul et de Haddada. Privilégié par les touristes, le poste s'ouvrant sur Sakiet Sidi Youcef, qui fait partie de la wilaya de Souk-Ahras, connaît, en effet, un chassé-

croisé dépassant les 2.000 passages par jour, selon les services de la police des frontières, qui prédisent une saison touristique florissante à l'avantage du pays voisin. Autre fait notable ces derniers jours est la présence, à Souk-Ahras, de nombreuses familles à bord de véhicules immatriculés dans les wilayas de l'ouest, du centre et même du sud du pays, quant à un endroit décent pour passer la nuit avant de rejoindre le poste frontalier de Haddada, distant d'à peine quarante kilomètres. Il se trouve que cette recherche peut s'avérer vaine et frustrante dans cette ville qui connaît une vraie crise de l'hôtellerie. Au point qu'on en viendrait presque à vous recommander de poursuivre votre chemin ou, au pire, de dormir dans votre véhicule aux alentours. Ce qui peut paraître inadmissible pour une wilaya à nulle autre pareille en matière

de potentialités touristiques considérables, avec un couvert végétal de plus de 90.000 hectares de pin d'Alep, de chêne-liège, de chêne vert et d'eucalyptus et des sources thermales réputées, à l'instar de Hammam Ouled Zayed et Hammam Tessa. Et pour parfaire ce patrimoine conséquent, une immensité de vestiges historiques à Madaure et Khemissa, en plus du fameux olivier de Saint Augustin qui pourrait attirer des milliers d'admirateurs de ce célèbre théologien natif de Souk-Ahras. Même si, comme dit l'adage, une hirondelle ne peut faire à elle seule le printemps, il existe toutefois un hôtel classé, Oum el Kheir, qui sauve quelque peu la mise dans cette ville qui en manque cruellement. Cet établissement de haut standing érigé sur cinq étages sur les hauteurs de la ville de Souk-Ahras a été idéal-

lement conçu par Hacene Bedairia, un promoteur local, pour accueillir des gens de passage en séjours d'affaires et les familles dans un cadre aussi confortable que respectueux. Cet hôtel propose 110 chambres et six suites ainsi qu'une salle de conférences, une cafétéria, un restaurant gastronomique et deux piscines au beau milieu d'espaces verts superbement agencés. De quoi satisfaire les clients les plus exigeants et répondre à la demande des différentes administrations s'agissant des rencontres de travail qu'elles organisent de temps à autres en cours d'année. Mais cela reste nettement insuffisant pour les éventuels hôtes de la wilaya lorsqu'il s'agit de programmer des colloques, des salons ou des manifestations culturelles ou artistiques.

La géopolitique change, le capital-risque doit changer aussi

Capitalisme vert ? Croissance Verte ? Green New Deal ? Écosocialisme, social-écologie, post-croissance, etc. Les termes ne manquent pas pour caractériser la nouvelle étape confuse dans laquelle nous serions entrés. Quelle que soit l'échéance employée, l'humanité ira toujours vers sa perte s'il n'y a pas un accord pour une nouvelle économie afin d'éviter les pires catastrophes. Par Gabriel Gaspard, Chef d'entreprise à la retraite, spécialiste en économie financière.

Par Hemant Taneja et Fareed Zakaria

L'ère de l'hégémonie américaine s'achève. Elle est remplacée par un nouvel ordre géopolitique mondial défini par la concurrence entre grandes puissances et un nationalisme accru, une transition qui aura d'énormes conséquences pour l'économie mondiale. Ce nouvel environnement signifiera la fin, ou du moins l'abandon, des conditions uniques qui ont alimenté la croissance et le développement mondiaux au cours des 30 dernières années, et introduira des défis systémiques de plus en plus complexes qui nécessiteront de nouveaux types de technologie, d'innovation et de collaboration pour être résolus.

En d'autres termes, les technologies et les entreprises qui prospéreront dans cette nouvelle ère nécessiteront plus de capitaux, plus de patience et des niveaux de gouvernance plus élevés qu'auparavant. Afin de construire et de soutenir la prochaine génération d'entreprises durables, nous devons développer une nouvelle approche de la création d'entreprise, qui transcende et redéfinit en fin de compte le capital-risque. Le retour de la politique et la montée de la re-mondialisation La chute du mur de Berlin en 1989 semblait marquer ce que Francis Fukuyama a appelé la "fin de l'histoire", c'est-à-dire la fin de siècles de contestation du meilleur modèle politique et économique pour les nations. Peu après, l'effondrement de l'Union soviétique a reconfirmé le rôle des États-Unis en tant que superpuissance unique et incontestée, et pendant près de trois décennies, le monde a vécu une chose très rare : l'absence de concurrence entre grandes puissances. Cela a conduit à l'adoption des préférences politiques américaines dans de nombreuses régions du monde - économie et commerce de marché, politique démocratique et plates-formes technologiques ouvertes. Ces développements ont alimenté une énorme croissance mondiale, conduisant les pays à dé-prioriser leurs intérêts politiques nationaux dans la poursuite de la prospérité économique, un phénomène que Thomas Friedman a appelé la "camicorse de force dorée". Au cours de cette période, même la Chine a donné la priorité à la réforme économique sur le contrôle centralisé du gouvernement en ouvrant son économie aux investissements étrangers et au commerce mondial - un changement tectonique dans l'idéologie du Parti Communiste Chinois. Cette période de réforme du marché libre, de mondialisation et de transformation technologique a également eu pour effet de faire baisser les prix et de freiner l'inflation. Ces forces, ainsi qu'une politique monétaire généralement accommodante dans le monde entier, ont créé un environnement macroéconomique très inhabituel, propice aux nouveaux produits financiers qui ont stimulé l'innovation et la croissance. Pour des secteurs comme le capital-investissement et même le capital-risque, la possibilité d'acheter, de refinancer et de vendre des actifs est devenue un puissant multiplicateur de profit qui a permis à des investissements même marginaux de générer des rendements élevés et positifs. Dans un contexte de faible rendement, ces rendements ont attiré de nouveaux niveaux d'investissement et une abondance de capitaux, alimentant une nouvelle génération d'entreprises et de technologies. Comme toutes les fêtes, cependant, la "fête de l'histoire" du monde a pris fin. La domination américaine a commencé à s'estomper et la concurrence entre grandes puissances s'intensifie, comme le montre très clairement la montée en puissance de la Chine, mais aussi de blocs régionaux tels que l'UE et de pays comme l'Inde et le Brésil. Dans le même temps, l'impact et la fréquence accrue des crises mondiales ont mis à nu les vulnérabilités critiques d'un système étroitement connecté qui a donné la priorité à l'ouverture et à la rapidité plutôt qu'à la sécurité et à la stabilité. À leur manière, la crise financière de l'Asie de l'Est, l'écroulement de la bulle technologique, le 11 septembre, la crise financière mondiale, la pandémie de Covid-19 et, plus récemment, la guerre en Ukraine, ont tous démontré les risques d'un monde dynamique et globalisé, où les événements locaux se transforment rapidement en crises mondiales avec d'énormes ramifications économiques, sociales et géopolitiques. Alors que les pays du monde entier cherchaient à se remettre de chacun de ces défis et à se protéger contre le suivant, et que la concurrence entre grandes puissances s'intensifiait, les pays ont commencé à regarder au-delà de l'économie et de l'efficacité mondiale et à redonner la priorité à la politique intérieure et à la résilience mondiale. Les exemples de tels comportements abondent, du Brexit aux contrôles de l'immigration en passant par les sanctions économiques et la relocalisation de la chaîne d'approvisionnement. Si beaucoup ont avancé que ces changements entraîneraient une période de démondialisation - les pays tentant de défaire toutes les interdépendances des 30 dernières années afin de renforcer leurs propres systèmes nationaux - ces prédictions ne tiennent pas compte d'une vérité fondamentale : la plupart des économies nationales dépendent de la mondialisation pour soutenir leurs industries nationales. Les ratios commerce/PIB du Mexique et de l'Allemagne, par exemple, sont supérieurs à 80 %, contre seulement 25 % pour les États-Unis. Il est à la fois trop tard et trop peu souhaitable de mettre fin à la mondialisation, mais si l'on se concentre à nouveau sur les politiques nationales, elle prendra

une forme différente : celle d'une remondialisation. Dans un ordre mondial remondialisé, les pays chercheront à équilibrer les avantages de la mondialisation avec le désir d'acquérir une plus grande indépendance et une plus grande résilience dans leurs industries les plus complexes et les plus importantes sur le plan systémique : les soins de santé, la défense, l'énergie, l'industrie manufacturière et les services financiers. Cela nécessitera d'énormes quantités de capitaux et de patience, car les pays et les entreprises chercheront à renforcer et à réorganiser leurs propres réseaux nationaux de recherche et de développement, de fabrication et de distribution. La nature profonde de ces défis nécessitera une approche entièrement nouvelle de la création d'entreprises et de l'innovation, modifiant le modèle et la nature même du capital-risque.

Au-delà du capital-risque

À l'époque où l'économie l'emportait sur la politique, il semblait que nous nous dirigions vers un monde sans frontières où le numérique régnait sur le physique et où les technologies proliféreraient facilement à travers le monde grâce à des marchés sans entraves. Ces conditions, ainsi que les avantages associés de prix bas, d'une inflation faible et de taux d'intérêt bas, ont conduit à de nouvelles formes d'ingénierie financière qui ont fait du capital un point de levier et ont permis aux promesses des lois de Moore et de Metcalfe de s'épanouir. C'est à cette époque qu'est né le capital-risque moderne, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Les entreprises ont pu accéder à des capitaux relativement peu coûteux pour financer des modèles commerciaux non éprouvés et non rentables, alors que la technologie cherchait à numériser un monde connecté à l'échelle mondiale. Les besoins en capital et en technologie pour cette numérisation étaient relativement faibles, et les opportunités semblaient illimitées en raison de l'absence d'interférence politique face au progrès économique. Pour tirer parti de cette dynamique, la technologie et l'innovation avaient tendance (sinon l'intention) à "aller vite et à tout casser", et le succès du capital-risque se définissait par une mise à l'échelle rapide, des sorties rapides, des rendements élevés et une gouvernance limitée. En revanche, dans cette nouvelle ère de re-mondialisation, la technologie sera appelée à résoudre des problèmes structurels beaucoup plus complexes et lourds d'enjeux, sans bénéficier des avantages de marchés illimités, de taux d'intérêt bas et d'argent facile". Cela nécessitera un nouveau modèle de capital-risque, un modèle qui s'appuie sur des engagements de capitaux plus importants, des horizons d'investissement plus longs, des niveaux de collaboration plus élevés et des degrés de gouvernance plus significatifs et plus profonds. Les complexités de la remondialisation et leur impact sur l'avenir de la création d'entreprises ne sont nulle part plus apparents que dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs. Après que Covid a mis à nu les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement mondiale, et alors que les tensions entre la Chine et Taiwan s'exacerbaient, les États-Unis ont annoncé des plans d'investissement de 280 milliards de dollars pour renforcer leurs capacités nationales de R&D et de production de semi-conducteurs, ainsi qu'une série de restrictions à l'exportation de semi-conducteurs avancés, afin de renforcer et de maintenir leur avantage concurrentiel face à la Chine. Pour parvenir à une réorganisation aussi ambitieuse de ce secteur complexe, il ne suffira pas de créer de nouvelles entreprises américaines techniquement sophistiquées, capables de produire rapidement des puces avancées à grande échelle. Il faudra d'énormes capitaux et une coopération avec les agences gouvernementales et les acteurs industriels existants pour restructurer complètement cette chaîne d'approvisionnement - de la R&D aux matériaux et à la fabrication des composants, en passant par la distribution et le commerce. Les nouvelles entreprises qui s'attaqueront à ces défis naîtront avec des niveaux d'ambition, des modèles d'entreprise et des réseaux de distribution complètement différents de ceux que nous avons connus jusqu'à présent, et les progrès accomplis pour atteindre ces objectifs ne se mesureront pas en années, voire en décennies. Dans ce nouvel ordre mondial, l'ampleur et la complexité de ces défis ne sont pas propres aux semi-conducteurs. Après avoir fait l'expérience de l'impact et de la vulnérabilité des pénuries de vaccins pendant la guerre froide, de nombreux pays s'efforcent aujourd'hui de renforcer leurs capacités nationales de recherche et de production dans le domaine de la biotechnologie afin de ne pas avoir à compter sur le succès et la générosité d'autres pays pour protéger leurs propres citoyens. Créer une telle résilience mondiale en construisant, ou même en renforçant, une industrie biotechnologique nationale dans n'importe quel pays nécessitera un énorme travail de développement et prendra des décennies - bien plus longtemps que les dix ans de durée de vie des fonds qui définissent le modèle actuel de capital-risque. En outre, alors que les besoins de financement pour ces défis augmentent dans un environnement économique mondial de plus en plus tendu, la technologie devra fournir l'effet de levier que l'ingénierie financière et le financement gouvernemental ne peuvent plus garantir. Le rythme et l'ampleur des investissements exigeront que la technologie s'associe aux entreprises et aux systèmes existants selon des modalités sans précédent. Prenons l'exemple de l'énergie : L'année dernière, les gouvernements du Royaume-Uni et de l'UE ont annoncé une série de subventions d'urgence pour lutter

contre l'escalade des coûts de l'énergie due à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, portant le coût total de ces mesures à plus de 500 milliards de dollars. Cependant, avec des ratios dette/PIB de plus de 100 % au Royaume-Uni et dans une grande partie de l'Europe, les pays ne pourront tout simplement pas se permettre un soutien financier de cette ampleur indéfiniment. Là où le financement aurait pu contribuer à soutenir les plans de résilience énergétique nationale, la technologie devra désormais assumer une efficacité et un impact beaucoup plus importants. Il en va de même pour les soins de santé aux États-Unis. Alors que la population vieillit et tombe de plus en plus malade, que le risque d'une nouvelle pandémie mondiale se profile et que le coût du capital augmente, ni les entreprises privées ni le gouvernement ne seront en mesure de dépenser des centaines de milliards de dollars pour le développement de nouveaux médicaments ou de continuer à financer des modèles de soins non rentables. L'innovation technologique en matière d'IA pour la découverte de médicaments, d'infrastructures et de systèmes de paiement, et de soins numériques, entre autres, sera le seul moyen d'infléchir sensiblement la courbe des coûts dans ces secteurs complexes et d'importance systémique, et le changement ne peut se produire à l'échelle requise qu'en tirant parti des ressources et du partenariat des systèmes existants. Les défis de la re-mondialisation nécessiteront de nouveaux modèles de financement et de collaboration, mais leur impact le plus important concernera le niveau de responsabilité et la profondeur de la gouvernance que les investisseurs en capital-risque devront assumer, compte tenu de la profondeur de ces défis et de leurs implications potentielles sur les personnes et les sociétés. Cette responsabilité est d'autant plus importante que nous cherchons à construire des systèmes de défense de nouvelle génération, des réseaux financiers décentralisés et à utiliser l'intelligence artificielle dans des domaines qui relevaient auparavant du raisonnement et du jugement humains. Dans le passé, les exigences plus limitées en matière de capital et les horizons d'investissement plus courts ont malheureusement permis aux investisseurs d'abandonner la gouvernance et les plans d'innovation responsable aux équipes de gestion ou de confier ces préoccupations à d'autres investisseurs en aval. Cela a eu des effets néfastes sur les médias sociaux et sur la durabilité environnementale et, dans de nombreux cas, a entravé la prospérité de tous. À l'avenir, les défis de ce nouvel environnement exigeront des horizons d'investissement beaucoup plus longs et des niveaux plus élevés d'engagement financier et intellectuel, nous alignant plus étroitement sur les résultats et nous forçant à gouverner plus activement les technologies, les systèmes et les entreprises que nous chercherons à innover.

Une nouvelle ère pour l'investissement

Au cours des 30 dernières années, le capital-risque a été à la fois un contributeur et un bénéficiaire du rythme rapide de l'innovation qui a défini l'ère de la "primauté de l'économie sur la politique". Les acteurs du secteur en sont venus à s'attendre à un compromis risque/récompense globalement favorable, défini par des rendements élevés sur des investissements de durée relativement courte et nécessitant une gouvernance limitée. Toutefois, à l'ère de la re-mondialisation et de la résilience mondiale, ces modèles ne suffiront plus. La complexité des défis actuels et la gravité des implications de l'innovation nécessiteront un nouveau paradigme d'investissement - un paradigme qui donne la priorité à une plus grande collaboration et à un état d'esprit à plus long terme pour construire des entreprises durables. Cela ne doit pas être une cause de pessimisme ou de nostalgie d'un "âge d'or" disparu. La création d'entreprises dans ce nouvel environnement garantira un succès durable. Le capital-risque peut continuer à prospérer s'il relève les nouveaux défis et saisit les nouvelles opportunités de cette époque et les utilise comme des occasions uniques de réarchitecturer le monde.

Source : *Harvard Business Review* du 10 Février 2023.

Hemant Taneja est PDG et directeur général de la société mondiale de capital-risque General Catalyst, qui a soutenu des entreprises légendaires telles que Stripe, Snap, Samsara, Airbnb, Kayak et Gusto. Hemant est également un auteur de best-sellers et un défenseur de l'innovation responsable. Son dernier livre, *Intended Consequences*, a été classé par Forbes parmi les dix meilleurs livres technologiques de 2022.

Fareed Zakaria est l'animateur de Fareed Zakaria GPS sur CNN et chroniqueur au Washington Post. Il est l'auteur de quatre best-sellers du New York Times : *Ten Lessons for a Post-Pandemic World* (2020), *In Defense of a Liberal Education* (2015), *The Post-American World* (2008) et *The Future of Freedom* (2003).

ARABIE SAOUDITE

La création d'emplois se poursuivra au-delà de 2030

La diversification économique de l'Arabie saoudite a fait du pays un centre d'opportunités d'emploi grâce à ses grands projets audacieux, dont NEOM, qui attirent de nouveaux talents dans le secteur de la construction.

Ces développements massifs s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui vise à réduire la dépendance du pays à l'égard du pétrole et à renforcer le secteur privé.

Dans ce contexte de création d'emplois au cours des dernières années, certains sceptiques ont exprimé la crainte que cette tendance ne prenne fin une fois que les giga-projets seraient achevés.

Toutefois, on estime de plus en plus que cette trajectoire de l'emploi se poursuivra une fois que le projet de la Vision 2030 sera achevé.

Grace Najjar, directrice régionale du Project Management Institute MENA, basé aux États-Unis, considère que les développements économiques sont bien ancrés et a déclaré: «Dans les années à venir, alors que le pays achèvera ses giga-projets, le gouvernement saoudien poursuivra ses investissements massifs dans les infrastructures, le tourisme et les mégaprojets de transport, continuant ainsi à créer de nouveaux emplois.»

Elle a ajouté: «L'Arabie saoudite continuera à se concentrer non seulement sur les projets susmentionnés, mais aussi sur l'expansion de la 5G, la mise à niveau des services informatiques et l'amélioration de l'intelligence artificielle.»

Égypte: Des prévisions estiment à 18 milliards \$ la contribution de l'Hydrogène au PIB d'ici 2050

Le Centre d'information et d'aide à la décision du cabinet égyptien a publié un rapport le 18 juillet dans lequel il prévoit une augmentation du PIB du pays comprise entre 10 et 18 milliards de dollars grâce à une multiplication par près de sept de l'économie de l'hydrogène vert d'ici à 2050.

Selon le rapport, l'Égypte est classée cinquième dans le monde arabe et en Afrique du Nord dans l'indice d'adoption de l'hydrogène vert de Fitch Solutions pour 2022. Le centre d'information confirme que l'Égypte est l'un des pays les plus prometteurs dans le domaine de l'hydrogène vert, avec le potentiel d'attirer des investissements nationaux et étrangers dans le secteur.

DIMINUTION DE L'AIDE AUX RÉFUGIÉS SYRIENS EN JORDANIE

Un organisme de l'ONU tire la sonnette d'alarme

Le HCR a mis en garde contre les «répercussions graves» sur les réfugiés en Jordanie si aucun financement adéquat ne vient s'ajouter à son budget en baisse.

L'agence des Nations unies pour les réfugiés a récemment appelé à une aide «immédiate» après que d'autres organismes ont exprimé leur intention de réduire les services de santé et l'aide alimentaire dans les camps en Jordanie. Al-Mamlakah TV, une chaîne détenue par le gouvernement jordanien, commente un rapport du HCR selon lequel l'agence des Nations unies pour les réfugiés n'aurait reçu que 32% de ses besoins financiers pour 2023, soit «125,7 millions de dollars (1 dollar = 0,90 euro) de son budget annuel de 390,11 millions de dollars».

À la lumière de ce déficit de 68%, Dominik Bartsch, le représentant de l'agence en Jordanie, met en garde contre une «crise humanitaire et des répercussions graves sur

ORIENTATION UNIVERSITAIRE ET MÉTIERS D'AVENIR

Comment trouver sa voie en Tunisie

Ultra connectés et constamment informés, les jeunes bacheliers savent sur quel pied danser. Beaucoup d'entre eux savent pertinemment que les opportunités se nichent dans les métiers IT qui figurent en tête des fonctions en tension et prisées. D'ailleurs, l'adoption croissante des technologies et l'intensification de la numérisation entraîneront un important taux de roulement sur le marché du travail.

Après la joie et l'allégresse qu'éprouvent les admis au concours national du baccalauréat le jour où ils apprennent les résultats, place maintenant à la confusion et au désarroi. Quelle filière choisir ? Quels sont les parcours universitaires ayant plus de débouchés ? Il est vrai que c'est le moment de vérité, le choix est décisif et devrait sceller, en quelque sorte, le sort des bacheliers.

Alors c'est la quête de l'information qui se déclenche : ne sachant pas à qui s'adresser, parents et futurs universitaires se mettent à se renseigner auprès des spécialistes de l'orientation universitaire, des anciens d'une telle faculté ou tel institut... On essaie par tous les

moyens de soupeser les choix et les possibilités. Après tout, c'est l'avenir professionnel des bacheliers qui est en question. Or, être au parfum des plus récentes tendances du marché du travail n'est pas une tâche de tout repos. Car, depuis quelques années, le marché de l'emploi ne cesse de se métamorphoser à vitesse grand V. Entre destruction et création de milliers d'emplois, la dynamique s'accélère à mesure que les nouvelles technologies se développent et envahissent tous les secteurs et domaines.

Les nouvelles tendances

Selon le rapport 2023 sur l'avenir de l'emploi du Forum économique mondial, la technologie et la numérisation sont la locomotive qui tirera la croissance de l'em-

ploi, dans le monde, au cours des quatre prochaines années. Les rôles d'analystes et scientifiques des données, de spécialistes du Big Data, de l'IA et de l'apprentissage automatique ainsi que des professionnels de la cyber-sécurité devraient augmenter de 30 % en moyenne d'ici 2027. La formation des travailleurs à l'utilisation de l'IA et du Big Data sera une priorité pour une bonne partie des entreprises, ce qui la classe derrière la pensée analytique (48 %) et la pensée créative (43 %) en matière d'importance.

Le commerce numérique continuera à occuper une place importante dans le marché mondial de l'emploi et sera à l'origine de la plus forte augmentation du nombre de postes : environ 2 mil-

lions de nouvelles fonctions, liées au numérique, comme les spécialistes du e-commerce, ceux de la transformation numérique et du marketing devraient être créés d'ici 2027.

En contrepartie, la percée des nouvelles technologies va contribuer à la destruction et au déclin de plusieurs postes d'emploi avec, en tête de liste, les fonctions de bureau ou de secrétariat, y compris les employés de banque, les caissiers et les opérateurs de saisie. La transition verte apporte également son lot d'opportunités. L'obligation d'adopter des critères ESG et des politiques RSE et de mettre en place les énergies renouvelables sera un moteur de croissance de l'emploi.

MAURITANIE

Les indicateurs économiques et les rapports des partenaires montrent de grand progrès

Le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Messoud, a affirmé que le programme du gouvernement qui est exposé devant l'Assemblée Nationale comporte les grandes lignes du Programmes du Président de la République et n'est pas le bilan de l'action du gouvernement, soulignant que le bilan de ce qui a été réalisé dans tous les domaines en termes de chiffres est présenté à la fin de chaque année.

Il a ajouté en réponses aux interventions des députés au cours de la séance plénière consacrée à la discussion du programme du gouvernement, samedi soir, que la migration est un phénomène mondial mais qu'elle a connu un bond au cours des dernières semaines, soulignant que les mauritanien qui ont migré exercent les mêmes travaux que ceux exercés par les migrants venus d'autres pays en Mauritanie. Le Premier ministre a indiqué que les élections qui ont eu lieu récemment dans le pays ont été organisées en concertation avec les partis politiques, affirmant que le gouvernement a approuvé les textes issus de cette concertation sans aucun changement et a œuvré pour rendre disponibles les alloca-

tions nécessaires et un siège pour la commission électorale nationale Indépendante (CENI pour garantir des élections honnêtes et transparentes.

Il a ajouté que les déséquilibres constatés à cause d'un manque d'expérience de la CENI ont porté préjudice à tous les partis, y compris le parti «El Insaf» qui dispose de la majorité, précisant que le gouvernement prendra cela en considération après la fin du rapport qui est en train d'être élaboré dans ce domaine.

Il a noté que la décentralisation qui est le pilier essentiel du développement local occupe une place de choix dans les préoccupations du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, soulignant l'adoption d'une stratégie nationale de développement local, la formation des acteurs locaux, la construction des locaux des conseils régionaux et ceux de certaines communes.

Le Premier ministre a indiqué que la structuration des wilayas dépend de la révision de la loi organisant les administrations régionales avec la précision de certaines missions et la

clarification du schéma directeur de la ville de Nouakchott après sa répartition en trois wilayas et la définition des niveaux territoriaux des collectivités locales.

Il a précisé que tous les indicateurs économiques et les rapports des partenaires montrent le grand progrès qu'a connu l'économie nationale, soulignant qu'il n'en veut pour preuve que le taux de croissance atteint l'an dernier qui a été de 5,3% et la baisse de l'inflation qui a reculé de 12,7% à 9%, ce qui a permis d'enregistrer une grande baisse des prix des produits alimentaires de base par rapport à leur niveau au cours des années passées. Il a en outre noté que les indicateurs économiques montrent la baisse de la dette et la maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire grâce à ce qui a été accompli dans le domaine économique, ce qui a permis l'exécution de nombreux projets sociaux qui ciblent les couches vulnérables.

Le Premier ministre a indiqué que de grands projets structurants sont en cours actuellement, transformant ainsi la ville de Nouakchott en un chantier de travail à travers la construction.

tative visant à améliorer l'accès à l'éducation et à l'emploi légal pour les Syriens contraints de fuir leur foyer.

M. Bartsch poursuit: «La Jordanie a déployé tant d'efforts et les donateurs doivent reconnaître ce qui est à risque».

Il appelle à une «action déterminée et coordonnée... pour maintenir vivante cette expérience réussie en Jordanie».

M. Bartsch rapporte que le manque d'assistance exacerbe la vulnérabilité des réfugiés.

Il poursuit: «Le nombre de familles de réfugiés qui ne peuvent pas payer leur loyer et risquent d'être expulsées de leur logement a augmenté de 66% entre décembre 2022 et février 2023.»

Le représentant a mis en garde contre une autre vague de réfugiés vers l'Europe si aucune «action immédiate» n'était prise pour améliorer leur situation financière en Jordanie.

ZIMBABWE

Les investisseurs chinois ont lancé trois nouvelles usines de lithium en trois mois

Selon une note de la banque UBS parue cette année, Pékin portera son contrôle sur l'offre mondiale de lithium à 32 % en 2025, contre 24 % en 2022. Une croissance liée notamment aux multiples projets africains dans lesquels les entreprises originaires de Chine ont investi ces dernières années.

Au Zimbabwe, la compagnie minière chinoise Sinomine Resource Group a annoncé cette semaine la mise en service d'une usine de concentré de spodumène. Dotée d'une capacité de production annuelle de 300 000 tonnes, il s'agit de la troisième installation du genre pilotée par des entreprises chinoises à entrer en production dans le pays d'Afrique australe depuis mai 2023. En mai dernier, Chengxin Lithium Group a en effet mis en service un concentrateur de lithium doté de la même capacité annuelle, 300 000 tonnes, à sa mine Sabi Star dans l'est du pays. Début juillet, c'était au tour de Zhejiang Huayou Cobalt de lancer son usine dotée d'une capacité annuelle de 450 000 tonnes à la mine Arcadia. Au total, une enveloppe de plus d'un milliard de dollars a été investie au cours des deux dernières années par les investisseurs originaires de l'empire du Milieu pour acheter et développer des projets de lithium au Zimbabwe. Tout en confortant sa position dominante dans la production de ce métal indispensable aux batteries

de véhicules électriques, Pékin contribue à maintenir le rang du Zimbabwe comme premier producteur africain de lithium. Dès l'année prochaine, Harare devrait cependant être rejoint par de nouveaux acteurs sur le continent, notamment le Mali qui lancera, au premier semestre 2024, sa première mine de lithium avec le concours, là aussi, du groupe chinois Ganfeng Lithium. Le projet Ewoyaa, piloté au Ghana par l'australien Atlantic Lithium avec le soutien de l'américain Piedmont Lithium, est l'une des rares futures mines de lithium africaines sans implication directe chinoise. Dans la bataille mondiale en cours pour sécuriser l'approvisionnement en métaux stratégiques, la Chine est donc largement en avance sur d'autres concurrents comme l'Union européenne ou les États-Unis, également intéressés par les réserves minérales africaines. Pour contrer cette influence, Washington s'efforce d'ailleurs depuis quelques mois d'augmenter sa présence dans le secteur minier du continent, avec des investissements annoncés pour une usine de nickel de qualité batterie en Tanzanie,

et le corridor de Lobito en Angola, destiné à favoriser l'exportation du cuivre et du cobalt en provenance de Zambie et de RDC. Toujours en RDC, le président de la sous-commission Afrique de la Chambre des représentants américaine a présenté cette semaine un projet de loi en vue de mettre en place une stratégie nationale pour y sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minéraux stratégiques. Considérant la domination chinoise sur ces produits comme « une menace économique et de sécurité nationale », le membre du Congrès propose de la contrer. Pour les États africains, cette concurrence féroce autour de leurs ressources est l'opportunité de négocier des contrats plus profitables, qui permettent notamment d'ajouter localement de la valeur aux minerais extraits. Des observateurs estiment aussi que cette ruée s'accompagne de risques de corruption et de dégradation des conditions environnementales et sociales dans les régions concernées par l'exploitation minière, et appellent donc à plus d'engagements en faveur de la transparence.

MALAWI

Lindian boucle une levée de fonds pour développer une usine de terres rares

Lindian Resources a acquis le projet de terres rares Kangankunde en 2022, avec l'intention de le mettre en production à court terme. La junior minière australienne table notamment sur le développement d'une usine de traitement en deux étapes, avec une mise en service d'ici fin 2024. Au Malawi, la junior minière Lindian Resources a annoncé le 20 juillet la réussite d'une levée de fonds ayant permis de mobiliser 35 millions de dollars australiens (23,55 millions \$) pour son projet de terres rares Kangankunde. Le financement permettra de payer la troisième tranche de 10 millions \$ pour l'acquisition dudit projet démarrée en 2022, et financera en partie la construction de l'usine de traitement de la phase 1. L'usine de la phase 1 du projet Kangankunde disposera d'une capacité de traitement initial de 220 000 tonnes qui pourra être portée par la suite à 440 000 tonnes par an. Son entrée en service est attendue pour la fin 2024 et elle produira du concentré de monazite. Notons qu'une phase 2, plus importante, est prévue, avec un débit annuel allant jusqu'à 1,5 million de tonnes. Pour rappel, une première estimation de ressources minérales est attendue dans les prochaines semaines, pour le projet. Lindian Resources y détient déjà un permis minier valable jusqu'en 2032.

TANZANIE

L'australien Adavale mobilise 2,47 millions de dollars pour continuer l'exploration de nickel à Kagera

Les ressources de nickel de la Tanzanie suscitent de l'engouement sur le marché. Après les avancées réalisées par Lifezone Metals sur son projet Kabanga, une autre entreprise étrangère accélère l'exploration sur un autre projet prometteur. Adavale Resources a annoncé cette semaine avoir obtenu des fonds supplémentaires pour accélérer ses travaux d'exploration de nickel au projet Kabanga Jirani, situé dans

la région de Kagera. Grâce à l'intérêt de nouveaux investisseurs, elle a porté à 2,47 millions de dollars la somme levée dans le cadre d'un placement annoncé plus tôt ce mois. « L'intérêt que nous avons reçu à la suite de l'annonce du placement a été très positif, ce qui nous a permis d'accepter des fonds supplémentaires qui donnent à Adavale une plus grande marge de manœuvre pour son programme de forage d'exploration en cours à Ka-

banganga Jirani », a commenté le directeur exécutif David Riekie. Les précédents travaux réalisés par la société sur le site du projet ont déjà permis de mettre en évidence une minéralisation de sulfure de nickel, notamment au prospect Luhuma Central. Confortée par ces résultats, Adavale a mobilisé sur le site deux nouvelles foreuses pour explorer de nouvelles cibles prioritaires. Le projet de nickel Kabanga Jirani ne doit pas être confondu

avec un autre projet de nickel plus avancé dénommé Kabanga. Ce dernier est piloté par Lifezone Metals, compagnie qui a fait son entrée à la bourse de New York début juillet. Kabanga sera à l'origine de la première usine de production de nickel de qualité batterie en Tanzanie, un projet qui sera développé par Lifezone avec le soutien du gouvernement local. Les premières tonnes arriveront sur le marché international dès 2026.

TOGO

En 2022, l'ARCEP a rapporté 4 milliards FCFA à l'Etat

Le Togo veut aussi simplifier le régime des redevances, autre source de recettes pour l'ARCEP. Le Conseil des ministres a adopté le 5 avril 2023 un projet de décret à cet effet pour faciliter le travail du régulateur. Au Togo, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes a rapporté 4 milliards FCFA aux caisses de l'État au cours de l'année 2022, soit plus que les 3,94 milliards FCFA générés en 2021, selon les données officielles obtenues par TogoFirst. Ces fonds proviennent d'amendes infligées à des opérateurs télécoms opérant dans le

pays, notamment Togocel et Moov Africa. Togocel a reçu deux pénalités financières en février 2021 et juin 2022, pour un total de 3,4 milliards FCFA. Les raisons étaient une différenciation tarifaire intra et extra-réseau et de graves manquements à l'obligation d'assurer la disponibilité permanente de services de communication électronique mobile. En mai 2021, Moov Africa Togo a été condamné à payer près de 594 millions FCFA pour non-respect de l'obligation de disponibilité des services. Vivendi Africa Togo (GVA), qui commercialise Canal Box via des offres Internet par fibre à domicile

(FTTH), a quant à lui été mis en demeure pour manquements graves et récurrents à la disponibilité de service, mais les conclusions de cette procédure ne sont pas encore connues. Cette hausse des recettes de l'ARCEP Togo répond à la volonté du gouvernement de faire du pays un hub numérique, dans le cadre du projet "Togo Digital 2025". En août 2022, Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique, avait signé un décret fixant 16 indicateurs de qualité à respecter par les opérateurs. Leur respect devrait à terme, améliorer l'expérience utilisateur.

RDC

Glencore annonce une hausse de 7% de sa production de cobalt au 1er semestre 2023

Glencore exploite du cobalt sur deux mines en RDC, Katanga et Mutanda. En 2022, ses deux actifs ont livré plus de 40 000 tonnes de cobalt, une performance que la compagnie suisse est en bonne voie de rééditer. En RDC, le géant suisse des matières premières Glencore a produit 20 400 tonnes de cobalt et 120 200 tonnes de cuivre au premier semestre 2023. C'est l'une des informations disponibles dans son rapport de production publié le 21 juillet, où il est précisé que la production de cobalt a augmenté de 7% en glissement annuel, alors que celle de cuivre est en hausse de 9%. La compagnie explique la hausse de la production de cuivre en partie par une amélioration du débit de broyage à Mu-

tanda. La mine en a livré 17 900 tonnes sur la période, contre 13 900 t au premier semestre 2022. La production de cobalt y a en revanche baissé de 25% en glissement annuel pour atteindre 5 800 t, une contre-performance compensée par l'amélioration des récupérations de cobalt à Katanga. Cette mine a en effet vu sa production de cobalt atteindre 14 600 t, soit une progression de 29% par rapport à 2022. Pour rappel, Glencore est l'un des principaux producteurs industriels de cobalt en RDC. Le géant suisse pourrait néanmoins perdre sa place de leader mondial de l'offre du métal stratégique au profit du chinois CMOC, également actif en RDC, et qui est en passe de doubler sa production dès cette année.

MARCHÉ

Airbus constate une baisse de l'autonomie de son a321xlr après des modifications de conception-sources

Airbus a constaté une baisse de l'autonomie de son prochain avion de ligne, l'A321XLR, après avoir conclu un accord avec les régulateurs européens sur les dispositifs de sécurité nécessaires pour obtenir une certification, selon des sources du secteur.

Le constructeur aéronautique s'est donc vu contraint de proposer à certains de ses clients des offres potentielles pour son modèle A330neo, plus grand, afin de compenser cet écart, ont déclaré les sources.

"Airbus ne s'attend pas à un impact significatif sur l'avantage unique de l'A321XLR dans le segment des monocouloirs", a déclaré à Reuters un porte-parole d'Airbus.

Airbus présente l'A321 XLR comme un modèle qui changera la donne parmi sa flotte d'avions à fuselage étroit, l'appareil présentant une plus grande autonomie rendue possible par l'ajout d'un nouveau réservoir de carburant central arrière, moulé dans la partie inférieure du fuselage.

Les régulateurs du secteur ont toutefois fait part leurs inquiétudes concernant des risques d'incendie et les délais d'évacuation en cas d'accident, ce qui a retardé la mise en service de l'avion, prévue au deuxième trimestre 2024.

Le directeur Programmes et services d'Airbus, Philippe Mhun, a déclaré le mois dernier que le groupe avait trouvé un accord l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) en vue de l'obtention d'une certification.

L'AESA demande notamment que des modifications soient apportées au réservoir de carburant central arrière de l'appareil.

L'ensemble des modifications apportées à la structure aurait toutefois ajouté quelque 700 à 800 kilos au poids de l'avion, contre des estimations antérieures de 200 à 300 kilos.

Ce poids supplémentaire réduirait d'environ 370 kilomètres l'autonomie maximale de l'A321XLR, officiellement évaluée par Airbus à 8.700 km, ont expliqué deux sources.

APRÈS UNE PREMIÈRE SALVE DE RÉSULTATS

Le CAC 40 prend de la hauteur au-dessus des 7400 points

La Bourse de Paris renoue avec ses plus hauts de deux mois. Le CAC 40 clôture en hausse de 0,65% vendredi soir, malgré le repli de Thales.

Une performance qui permet à l'indice vedette d'afficher un gain de 0,8% sur la semaine.La Bourse de Paris a pris de la hauteur au cours de cette semaine marquée par le coup d'envoi de la saison des résultats. Le CAC 40 est parvenu à préserver les 7400 points, grâce à une progression de 0,65% ce vendredi, pour revenir à des sommets de deux mois à 7432,77 points.

La place parisienne a bénéficié du précieux soutien du compartiment du luxe, avec L'Oréal (+2,5%), Hermès (+1,9%) et LVMH (+1,6%), ce qui a permis d'atténuer le repli de Thales (-4,8%) sanctionné après des perspectives décevantes. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice enregistre donc un gain de 0,79% après une première salve de résultats jugés mitigés.

Après celles de Publicis jeudi et Thales vendredi, l'agenda des publications va nettement s'étoffer la semaine prochaine. Pas moins de 32 groupes du CAC 40 livreront des résultats (un chiffre d'affaires pour Alstom) entre le 24 et 28 juillet, soit 80% de l'indice. Puis cinq d'entre eux (Veolia, Legrand, Société Générale, Crédit Agricole SA, Axa) seront attendus pendant la première semaine d'août.Les investisseurs ont également le regard tourné vers les réunions de politique monétaire des grandes banques centrales qui auront aussi lieu la semaine prochaine, avec notamment la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon."La décélération de l'inflation et la résistance du consommateur américain avaient soutenu l'élan haussier des actifs risqués ces derniers jours. Mais le marché est conscient que trop de résilience pourrait forcer les banques centrales à maintenir l'étai sur l'économie pour quelle ralentisse davantage, afin de s'assurer que les pressions inflationnistes se dissipent", souligne Sebastian Paris Horvitz, de LBPAM.

"Ainsi, les nouvelles preuves de la résilience de l'emploi outre Atlantique ont mis de nouveau sous tension les taux longs, alors que certains résultats des

MARCHÉ : CHINE, JAPON, THAÏLANDE...

Quelles sont les bourses asiatiques qui s'en tirent le mieux cette année?

Dans l'ensemble, les indices asiatiques souffrent depuis le début de l'année en Chine et dans les pays émergents, au contraire du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan. La faute à une conjoncture terne dans la deuxième économie mondiale, qui affaiblit par ricochet plusieurs autres pays.

Ce sont des marchés parfois ignorés des investisseurs alors que leur importance est déjà considérable et même vouée à augmenter: les grandes places asiatiques.

Après tout, le Japon et la Chine représentent déjà les deuxièmes et quatrièmes bourses mondiales en termes de capitalisation, selon Credit Suisse. Et d'après Barclays, le continent constitue 44% de la croissance économique mondiale.

"Pourtant, les marchés d'actions asiatiques restent sous-représentés dans les portefeuilles de nombreux investisseurs, en particulier en Europe et aux États-Unis", souligne la banque britannique.

"Pour certains investisseurs, il est facile de justifier le fait de ne pas investir dans (cette) région. Tout d'abord, l'Asie est physiquement (et souvent culturellement) éloignée de l'Occident et la gouvernance d'entreprise y est souvent considérée comme faible. Deuxièmement, les récentes tensions géopolitiques (autour de Taïwan en particulier) ont entamé l'appétit des investisseurs. Enfin, les politiques, qu'elles soient réglementaires, monétaires ou budgétaires, semblent quelque peu déconnectées de ce qui se passe dans le reste du monde", développe Barclays.

Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan dans le bon wagon

La première partie d'année de certaines places asiatiques a toutefois de quoi attirer l'œil. Nous avons déjà évoqué le cas de la Bourse de Tokyo, qui enregistré un bond de 24,5% (*) du Nikkei 225, grâce à de nombreux facteurs, comme une inflation relativement basse, de meilleures perspectives économiques avec la fin de la "stagflation", des réformes importantes en matière de gouvernance d'entreprises cotées ainsi que l'intérêt du célèbre investisseur Warren Buffett. Mais la Bourse de Taïwan (+21,4%) surprend également positivement, grâce, explique Bloomberg, à des efforts pour améliorer la lisibilité de l'information au niveau des investisseurs étrangers. La Bourse de Séoul elle aussi signe une progression remarquable (+16,3%).

Les actions de la Corée du Sud et de Taïwan ont surtout bénéficié d'un afflux d'investissements étrangers, lié à l'engouement pour l'intelligence artificielle (IA), le grand thème des marchés mondiaux en cette année 2023, les opérateurs de marché étant à la recherche d'entreprises en amont de la chaîne industrielle sur ce sujet, comme les groupes de semi-conducteurs ou les entreprises de fonderie pour ce segment. Plus largement, ces deux marchés ont bénéficié de la reprise des valeurs "tech" et de l'ensemble de l'écosystème lié.

"La chasse aux actions du secteur des semi-conducteurs sur fond d'optimisme concernant la demande en IA a été un thème clé pour les investisseurs, et l'exposition nettement plus importante de la Corée du Sud et de Taïwan à ce secteur pourrait expliquer le montant plus élevé des entrées nettes (de capitaux, NDLR) par rapport au reste de la région" Asie, a expliqué à Reuters Yeap Jung Rong, stratège de marché chez IG.

Le Vietnam surprend, l'Inde à la traîne

Toutefois, le tableau est moins glorieux du côté des places asiatiques émergentes. Le Vietnam constitue une exception, avec une progression de 16,5% depuis le début de l'année, nettement supérieure à celle du CAC 40 (+14,1%). Dragon Capital, un gestionnaire de fonds local, explique que cette performance a été portée par des baisses de taux directeurs de la part de la banque centrale du pays - un virage de politique monétaire à 180 degrés bien éloigné des actions actuelles des grandes banques centrales occidentales - des mesures de relance budgétaire de la part du gouvernement, et un afflux de capitaux étrangers.

Mais au-delà, les autres places souffrent. La Bourse de Bombay s'adjudge certes 9,3% mais ce chiffre reste un peu palot au regard des performances des pays occidentaux. Comme le souligne le Wall Street Journal, la place indienne a pâti de valorisations jugées chères, les actions indiennes ayant globalement progressé en 2022 au contraire de beaucoup de pays émergents. La réputation de la place a également pu souffrir, dans une certaine mesure, des accusations de fraude de la part du vendeur à découvert Hindenburg Research – qui possède une excellente réputation – à l'encontre d'Adani Group, le conglomérat du milliardaire Gautam Adani.

La Chine plombe les autres indices asiatiques

Puis vient l'ensemble des autres places boursières asiatiques, à commencer par la performance décevante des indices chinois. Ceux de Chine continentale (Shenzhen et Shanghai) évoluent à peine en hausse de 2%, tandis que Hong Kong est à la peine (-4,3%). D'autres places sont dans le dur, comme Singapour (+0,7%) mais aussi l'Indonésie (+0,2%), la Malaisie (-5,9%), les Philippines (+0,7%) et surtout la Thaïlande (-8,8%).

Tous ces pays possèdent évidemment des liens commerciaux étroits avec la Chine, et donc le début d'année médiocre de la deuxième économie mondiale les plombe par ricochet. A titre d'exemple, selon la société Krungsri Research, filiale de la banque japonais MUFG, la Chine représentait 15% des investissements étrangers de la Thaïlande en moyenne sur la période 2018-2022 et 12,5% de ses exportations (et 27,6% de ses touristes en 2019). Pour les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, la Chine constituait entre 14% et 19% des exportations entre 2018 et 2022, toujours selon Krungsri Research.

"L'affaiblissement du rebond de la réouverture de la Chine pèsera sur la reprise de pays émergents comme la Thaïlande et Hong Kong, dont les secteurs touristiques dépendent fortement des visiteurs chinois", avertit, de son côté, Capital Economics.

Depuis le début de l'année, nombre d'indicateurs chinois ont pointé une reprise très poussive malgré la réouverture économique du pays, enclenchée en janvier. Au deuxième trimestre, la croissance chinoise ne s'est élevée qu'à 6,3% sur un an quand les économistes anticipaient 7,3%.

"La reprise peine à se concrétiser dans les secteurs en

difficulté, comme l'immobilier, et s'essouffle déjà dans ceux qui se portent bien, comme la consommation discrétionnaire", a expliqué dans une récente note Atlantic Financial Group. Le chômage des jeunes dépasse les 20% et le secteur immobilier, un traditionnel pilier de croissance du pays, reste en crise. "Les Chinois avaient pour habitude d'investir dans la pierre, en acquérant un deuxième voire un troisième bien immobilier. Le surendettement des promoteurs comme Evergrande, et l'implosion du marché qui en a découlé, a généré d'importantes moins-values pour les ménages chinois. Leurs stratégies pour placer leur épargne sont désormais moins axées sur ce type d'actifs", développe Atlantic Financial Group.

Les services ont également accusé le coup, note Capital Economics. Au final, le gouvernement chinois vise une croissance de seulement 5% cette année un chiffre à des années lumières de taux supérieurs à 6% voire 7% lors des années précédant la pandémie.

Vers un rebond?

Évidemment certains facteurs propres malmènent les places asiatiques hors Chine. L'incertitude politique a également pesé en Thaïlande, où des élections générales ont eu lieu en mai, avec une percée du parti progressiste Move Forward, dont les conséquences sont encore aujourd'hui difficiles à déterminer.

L'Indonésie peut pâtir de la chute des cours des métaux ordinaires, par exemple du nickel, auxquels l'économie est très exposée, mais aussi d'une valorisation élevée, la Bourse de Jakarta ayant terminé 2022 dans le vert. Les Philippines sont, elles, également pénalisées par la détérioration de la conjoncture aux Etats-Unis, un grand vecteur d'emploi pour les Philippines expatriés qui contribuent à hauteur de 10% de l'économie du pays, selon Bloomberg. La forte inflation et la politique monétaire restrictive de la banque centrale des Philippines a également joué. La Malaisie souffre, elle aussi, des hausses de taux de sa banque centrale ainsi que d'une balance commerciale en déclin et d'une importante instabilité politique, avec quatre gouvernements qui se sont succédés depuis 2018.

Notons aussi que le relèvement des taux d'intérêt des grandes banques centrales, ceux de la Réserve fédérale (Fed) en tête, peut également pousser les gérants de fonds à réallouer leurs investissements vers les pays développés face aux pays émergents.

Reste que la tendance pourrait changer. UBS met en avant les valorisations basses des actions chinoises et thaïlandaises, se montrant optimiste sur ces deux pays pour la suite. La banque suisse anticipe notamment des mesures de relances ciblées de la part du gouvernement qui pourraient relancer la croissance dans une fourchette allant de 5% à 5,5%.

Cours du : 20 Juillet 2023 Valeur : 24 Juillet 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3647134.3797
1	EUR	EURO		150.4616150.5321
1	GBP	POUND STERLING		173.4186173.4603
100	JPY	JAPANESE YEN		96.277496.3088
1	CNY	CHINESE YUAN		18.691918.6966
1	CHF	SWISS FRANC		156.4928156.5832
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		102.2173102.2599
1	DKK	DANISH KRONE		20.195520.2008
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.068113.0734
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.426713.4335
1	AED	UAE DIRHAM		36.576836.5918
1	SAR	SAUDI RYIAL		35.817235.8260
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.9553438.2900
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.091344.5345
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.808513.8100
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.296828.4420
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.64533.6457
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.4260181.4260

LES ESPAGNOLS AUX URNES

Les socialistes pourraient perdre le pouvoir

Les Espagnols ont commencé à voter dimanche pour des élections législatives potentiellement serrées qui pourraient déboucher sur une défaite de la gauche au pouvoir, tandis que le parti d'extrême droite, allié aux conservateurs, pourrait faire partie d'un gouvernement de coalition pour la première fois en 50 ans.

Les bureaux de vote ont ouvert à 9h00 (07h00 GMT) et seront fermés à 20h00, avec les premiers sondages sortie des urnes. Selon les experts, le résultat final devrait se jouer à moins d'un million de voix et moins de 10 sièges sur les 350 que compte le Parlement. Le président du gouvernement espagnol sortant Pedro Sanchez, issu du Parti socialiste (PSOE), a convoqué des élections anticipées après que la déroute de la gauche lors de scrutins locaux en mai. Son pari de prendre ses adversaires à contre-pied pourrait cependant se retourner contre lui. D'après les sondages, les conservateurs du Parti populaire (PP) d'Alberto Nunez Feijoo devrait l'emporter, mais pour former un gouvernement, ils devront s'allier au parti d'extrême droite Vox de Santiago Abascal. Une telle alliance constituerait une première pour un gouvernement espagnol depuis la fin de la dictature de Francisco Franco dans les années 1970. La convocation d'élections en plein été a attisé la colère de nombreux Es-

pagnols: les services postaux ont annoncé samedi que le nombre de votes par correspondance avait atteint le chiffre record de 2,47 millions, des vacanciers ayant choisi de voter depuis la plage ou la montagne. "Le scénario du statu quo et d'un Parlement sans majorité reste une possibilité réelle, avec une probabilité réunie de 50% selon nous", écrit Barclays dans une note récente, citant la faible marge de vote en faveur du PP et l'incertitude générale concernant les sondages et le taux de participation. Le soutien des petits partis à l'égard d'Alberto Nunez Feijoo ou de Pedro Sanchez pourrait également peser sur l'issue du scrutin. Les socialistes gouvernent actuellement avec le parti d'extrême gauche, Unidas Podemos, qui se présente aux élections réuni au sein de la coalition Sumar. La coalition de gauche a adopté des lois jugées progressistes sur l'euthanasie, les droits des transgenres, l'avortement et les droits des animaux et a prévenu les électeurs que ces droits pourraient être supprimés

si le parti antiféministe Vox, soucieux de préserver les valeurs dites familiales, faisait partie du prochain gouvernement. Pedro Sanchez, au pouvoir depuis 2018, a affronté durant son mandat plusieurs crises, allant de la pandémie de COVID-19 et ses effets sur l'économie aux conséquences politiques de l'échec de la tentative d'indépendance de la Catalogne en 2017. Le chef de file du PP, Alberto Nunez Feijoo, qui n'a jamais perdu une élection dans sa Galice natale, a joué de sa réputation, se présentant comme un homme stable et sûr, ce qui pourrait plaire à certains électeurs, selon les experts. La formation d'un nouveau gouvernement dépend de négociations complexes qui pourraient prendre des semaines ou des mois, voire déboucher sur la tenue de nouvelles élections. Une telle incertitude pourrait peser sur la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne assurée depuis le 1er juillet par Madrid, ainsi que sur l'utilisation des fonds de relance post-COVID de l'UE.

AUX ETATS-UNIS

La FED se prépare à un nouveau tour de vis monétaire

La Reserve fédérale américaine pourrait procéder, depuis le printemps 2022, à sa onzième hausse des taux la semaine prochaine. Certains analystes s'attendent à un ralentissement « en douceur » de l'économie américaine. En zone euro, la BCE pourrait également relever ses taux lors de la prochaine réunion des gouverneurs. Mais le risque de prolonger la récession est plus important sur le Vieux continent. La pause est terminée. La réserve fédérale américaine (FED) devrait encore serrer la vis monétaire le 26 juillet prochain en procédant à une nouvelle hausse des taux directeurs. Les conjoncturistes tablent sur une hausse de 25 points de base. « Depuis la réunion de mi-juin où la Fed n'avait pas modifié sa politique monétaire, Jerome Powell et ses collègues

ont maintes fois dit que le cycle de hausse des taux directeurs n'était pas fini. Une nouvelle hausse de taux, la onzième depuis mars 2022, est largement attendue le 26 juillet », a expliqué Bruno Cavalier, chef économiste chez ODDO BHF. La décision sera annoncée mercredi à 14H00 (18H00 GMT), par un communiqué qui sera suivi d'une conférence de presse du président de la Fed, Jerome Powell. **10 hausses depuis le printemps 2022** Les taux étaient à zéro pour stimuler l'économie pendant la crise du Covid, jusqu'en mars 2022, lorsque la Fed a commencé à les relever, face à une inflation au plus haut en plus de 40 ans. Elle a procédé à dix hausses, avant de marquer une pause lors de sa dernière réunion, mi-juin, maintenant les

taux dans la fourchette de 5,00 à 5,25%, afin de prendre le temps d'observer les effets de ces hausses, et d'éviter de faire plonger l'économie dans la récession. En parallèle, l'inflation est passée de 9,1% en juin 2022 à 3% un an plus tard. « Cette désinflation vient surtout de la correction des chocs d'offre de la pandémie sur lesquels la politique monétaire n'a pas d'influence directe. Faut-il donc créditer la Fed du repli de l'inflation ? La question touche à la question délicate des répercussions de la politique monétaire sur l'économie réelle », a ajouté l'économiste dans une note dévoilée vendredi 21 juillet. **La BCE déterminée à remonter ses taux également** La BCE a exprimé en juin sa détermination à envoyer un "signal fort" face à l'inflation et à

poursuivre le "resserrement progressif" des vannes du crédit, suggérant que d'autres hausses des taux vont suivre, selon les minutes de sa réunion publiées jeudi. "Nous estimons que les minutes étaient plutôt déterminées", souligne Matthew Ryan, analyste chez Ebury, qui remarque que les gouverneurs de la BCE estimaient au moment de la réunion de juin que le marché sous-estimait leur volonté de remonter les taux après juillet. Dans la zone euro, le risque de prolonger la récession en cours est bien plus important qu'aux Etats-Unis. Le nouveau resserrement pourrait précipiter l'économie du Vieux continent dans une croissance atone.

AVEC UN BÉNÉFICE NET RECORD POUR LA PÉRIODE AVRIL-JUIN

La banque indienne ICICI Bank dépasse les estimations

ICICI Bank a dépassé les attentes pour le premier trimestre samedi, grâce à l'augmentation des revenus d'intérêts et à la croissance des prêts qui ont permis de dégager un bénéfice net record pour le deuxième plus grand prêteur privé de l'Inde. Le bénéfice net a augmenté de 39,7 % pour atteindre 96,48 milliards de roupies indiennes (1,18 milliard de dollars) pour le trimestre avril-juin, dépassant les 91,8 milliards de roupies attendus par les analystes, selon les données de Refinitiv IBES. Les revenus nets d'intérêts - la différence entre les intérêts gagnés et payés - ont augmenté de 38% pour atteindre 182,27 milliards de roupies, la marge nette d'intérêts d'ICICI ayant augmenté à 4,78% contre 4,01% l'année précédente. Le total des avances du prêteur basé à Mumbai a augmenté de 20,6 %, en grande partie grâce aux prêts aux particuliers, tandis que les dépôts ont augmenté de 17,9 %.

La croissance des prêts en Inde est restée à deux chiffres au cours des derniers mois, malgré une augmentation de 250 points de base des taux d'intérêt depuis mai de l'année dernière. Les banques ont cherché à consolider leur base de dépôts dans un contexte de resserrement des conditions de liquidité, tout en assainissant leurs bilans. La HDFC Bank, le plus grand prêteur privé de l'Inde, a fait état cette semaine d'une augmentation de 15,8 % des prêts pour le trimestre avril-juin et d'une hausse de 19,2 % des dépôts. La qualité des actifs de l'ICICI Bank est restée stable, avec un ratio d'actifs non performants bruts (NPA) de 2,76 % à la fin du mois de juin, contre 2,81 % à la fin du mois de mars. Son ratio NPA net est resté inchangé en glissement trimestriel à 0,48%. La banque a enregistré des provisions et des éventualités de 12,92 milliards de roupies, en hausse par rapport aux 11,44 milliards de roupies de l'année précédente.

Pékin propose la tenue

de discussions

avec Tokyo

et Séoul

Un diplomate chinois de premier plan, Wang Yi, a proposé la tenue de discussions de haut niveau entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud lors d'une réunion avec le ministre japonais des Affaires étrangères en Indonésie ce mois-ci, rapporte dimanche l'agence de presse Kyodo. Cette proposition est considérée comme le signe d'une volonté de reprendre les discussions entre les trois pays et le Japon accélérera les préparatifs pour que cela soit mis en œuvre d'ici la fin de l'année, précise Kyodo, citant des sources diplomatiques non identifiées. Le Japon et la Corée du Sud, alliés des Etats-Unis, critiquent les ambitions militaires de la Chine dans la région, tandis que les tensions entre Pékin et Washington sur toute une série de dossiers, allant du commerce à l'autonomie de Taïwan, se sont intensifiées. Le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat et le ministère japonais des Affaires étrangères n'a pas pu être joint dimanche. Wang Yi et le ministre japonais des affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, se sont rencontrés en marge d'une réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) qui s'est tenue en Indonésie le 14 juillet. Ils ont discuté d'un projet japonais de rejet en mer des eaux usées de la centrale nucléaire de Fukushima, mais ne sont pas parvenus à un accord. Ce sujet pourrait être un point d'achoppement empêchant la tenue d'une réunion rapide entre les dirigeants des trois pays, selon l'agence Kyodo. Leur dernière réunion date de décembre 2019. Le Japon a transmis à la Corée du Sud la proposition de Wang Yi pour les pourparlers, a précisé Kyodo.

NOUVEAU PEUGEOT 3008 (2024)

Que savons-nous sur le futur SUV coupé ?

Attendue en septembre 2023, la prochaine génération du Peugeot 3008 inaugurera un inédit look de coupé, en plus de nombreuses autres nouveautés. Voici nos dernières informations.



Ce n'est guère plus un secret : le futur Peugeot 3008 de 2024 troquera son look de SUV classique, laissé au 5008, pour devenir un SUV coupé ou fastback. De quoi chasser sur le terrain de son futur rival tout désigné, le Renault Austral. Selon nos photos exclusives, le bouclier avant se dote de trois nouvelles griffes lumineuses au look beaucoup plus effilé. Un nouvel appendice fait aussi son apparition sur la partie arrière, par-dessus une lunette arrière fortement inclinée. En matière de design de lancement, Peugeot cherche aussi à casser les codes en proposant à ses futurs clients de voter pour le look de son nouveau véhicule.

Peugeot 3008 (2024) : un bloc essence inédit Sous le capot, le Peugeot 3008 Coupé devrait recevoir un bloc essence inédit dans la galaxie Stellantis, à savoir une formule du 3 cylindres 1.2 PureTech portée à 136 ch, posé sur la nouvelle plateforme STLA Medium récemment dévoilée. La gamme devrait être gratifiée de l'hybridation légère et exploiter par une boîte robotisée au cœur de laquelle officie un "mini-électromoteur". Les ensembles hybrides rechargeables reprendront aussi leur service et les diesels seront remerciés. Selon nos confrères de L'argus, les premiers proto-

types 100% électriques du 3008 recevront une batterie de 60 kWh ou 86 kWh pour une autonomie portée à 550 km avec le moteur de 218 ch.

Peugeot 3008 (2024) : un i-cockpit réinventé Pour l'habitacle du futur Peugeot 3008, deux des trois éléments fondamentaux du i-Cockpit seront revus, à savoir le combiné tête haute et le grand écran central tactile. Ceux-ci sont désormais intégrés dans un écran panoramique incurvé constitué d'une dalle en haute définition de 21 pouces. Fixé par un pied arrière invisible, cet écran panoramique apparaît comme en lévitation au-dessus de la planche de bord. L'écran, incurvé vers le conducteur, réunit deux fonctions clés du i-Cockpit. A gauche, les informations liées à la conduite. A droite, la partie tactile permettant de gérer les systèmes de chauffage/climatisation, de navigation, de médias/connectivités, etc. Le nouveau Panoramic i-Cockpitproposera aussi une architecture inédite. Il innove par l'implantation de l'écran panoramique en élévation sur la planche de bord via une fixation « invisible ». La partie centrale de la planche de bord accueille les i-Toggles, des touches tactiles per-

sonnalisables qui permettent de programmer un accès rapide à 10 fonctions préférées de l'utilisateur. La console centrale est épurée afin d'augmenter l'espace disponible pour le rangement et la recharge sans fil du smartphone. Cela a été rendu possible par le déplacement de la commande de la boîte de vitesse automatique sur la planche de bord. Cette commande est désormais située à droite du volant, juste à côté du bouton stop/start de la voiture. Retravaillé en profondeur, le volant compact conserve sa taille réduite avec un coussin central re-dessiné, plus petit, et isolé des branches du volant pour donner un effet de lévitation. Les commandes situées sur le nouveau volant sont désormais « tactiles cliquantes » pour une ergonomie d'utilisation optimale. Elles détectent automatiquement les doigts du conducteur mais ne se déclenchent que si celui-ci appuie, pour éviter toute fausse manœuvre. On connaît désormais la date officielle de présentation du nouveau Peugeot 3008 Coupé. Celui qui sera fabriqué à Sochaux, et devrait débiter aux alentours de 35 000 €, sera dévoilé le 12 septembre 2023 avant une commercialisation en France en mars 2024.

Seat au Salon de l'automobile de Barcelone

Le passé, le présent et, surtout le futur de SEAT S.A. se sont retrouvés cette année à l'occasion de l'Automobile Barcelona. L'entreprise a profité du salon pour passer en revue ses plus de 70 ans d'histoire et a célébré le 30ème anniversaire de son arrivée à Martorell. Elle a également présenté la CUPRA Tavascan pour la première fois au public, ainsi que son show car numérique, la CUPRA DarkRebel. SEAT a mis l'Espagne sur les roues avec la SEAT 600, posant les fondations pour que le pays devienne ce qu'il est aujourd'hui : le deuxième plus grand producteur de véhicules en Europe et le neuvième dans le monde. Il est temps maintenant de mettre l'Espagne sur des roues électriques », a commenté Wayne Griffiths, PDG de SEAT et de CUPRA. L'entreprise a profité du salon Automobile Barcelona pour annoncer des résultats historiques au cours du premier trimestre. Entre janvier et mars, SEAT S.A. a enregistré un bénéfice avant impôts record de 144 millions d'euros, en hausse de 139 millions d'euros par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Le chiffre d'affaires s'établit à 3,6 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 48 % par rapport aux trois premiers mois de l'année 2022. Ces résultats historiques sont à mettre au crédit de la jeune marque CUPRA, qui fait désormais figure de locomotive de la croissance des résultats financiers de l'entreprise. CUPRA a vendu plus de 300 000 voitures depuis son lancement en 2018, dépassant ainsi toutes les prévisions. En 2022, la marque a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros, soit 40 % du total de l'entreprise. CUPRA devient ainsi l'une des marques à la croissance la plus rapide en Espagne et en Europe. Les chiffres de cette année sont également positifs, avec 46 600 unités vendues au cours du premier trimestre 2023, soit 83 % de plus que sur la même période en 2022. ar ailleurs, le carnet de commandes de la marque SEAT est pour sa part bien rempli. Alors que la situation sur le marché des semi-conducteurs a commencé à se normaliser, les ventes ont augmenté de près de 20 % au cours du premier trimestre de cette année. Dans le même temps, le volume de production quotidien a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. « Ces résultats reflètent le succès de notre stratégie d'électrification et de notre engagement en faveur de la mobilité électrique. Aujourd'hui, nous disposons avec SEAT et CUPRA du meilleur des deux mondes pour mener à bien la transformation exigée par l'industrie vers un avenir entièrement électrique », a déclaré M. Griffiths.

A L'OCCASION DE LA SORTIE DE « SPIDER MAN: ACROSS THE SPIDER VERSE

Hyundai et Sony Pictures s'associent pour la troisième fois»

Cet été, Hyundai et Sony Pictures uniront une nouvelle fois leurs forces à l'occasion de la sortie de « Spider Man: Across the Spider Verse ». Ce film d'animation présentera une version volante du concept électrique Prophecy de Hyundai ainsi que sa vision de la mobilité de demain. En parallèle, une campagne marketing mondiale mettra en lumière les célèbres modèles 100 % électriques de la ligne IONIQ de Hyundai. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du partenariat promotionnel mondial que Hyundai a conclu avec Sony Pictures en 2020 dans le but de présenter sa vision de la mobilité centrée sur l'humain au travers de produits et de technologies résolu-

ment innovants. Précédemment, les deux entreprises avaient collaboré sur les films « Spider Man: No Way Home » (2021), où figuraient IONIQ 5 et TUCSON, et « Uncharted » (2022), dans lequel étaient apparus le concept TUCSON Beast et d'autres modèles de série de la marque. « Spider Man: Across the Spider Verse » est la suite du film d'animation « Spider Man: Into the Spider Verse » (2018), lauréat d'un Oscar. Dans ce nouvel opus, qui sortira en salle au niveau mondial en juin prochain, le public découvrira le concept volant « Prophecy », une version modifiée du concept original ayant inspiré le design de IONIQ 6, le streamliner électrifié de Hyun-

dai récemment élu Voiture mondiale de l'année et lauréat d'un « Gold » iF Design Award. Le film présente également plusieurs concepts de mobilité future de Hyundai destinés à revitaliser les villes, notamment des solutions de mobilité aérienne avancée (AAM), une nouvelle forme de mobilité exploitant l'espace aérien en vue de réduire les temps de trajet ; des véhicules à usage spécial (PBV), une solution de mobilité urbaine écoresponsable adaptée à divers styles de vie ; et un Hub, un espace dédié au transfert de mobilité et aux activités communautaires. Dans le film apparaîtra également un robotaxi autonome fictif dérivé de Hyundai Pony, premier véhicule de série de l'his-



toire de Hyundai. Tous évoluent dans l'environnement de « Nueva

York », une ville du Spider Verse, en 2099.

PRODUCTION D'HYDROGÈNE BON MARCHÉ

Des ingénieurs trouvent une solution

Des chercheurs suédois ont mis au point une nouvelle méthode pour stabiliser les métaux nobles utilisés pendant une réaction d'électrolyse de l'eau. Leur découverte pourrait permettre de produire de l'hydrogène en plus grandes quantités et à moindre coût.

L'hydrogène pourrait devenir une source d'énergie verte décarbonée et abondante, à condition d'être produite à partir de l'électrolyse de l'eau en utilisant de l'électricité issue de sources renouvelables. Les moteurs qui l'utilisent en tant que carburant rejettent essentiellement de l'eau. L'hydrogène pourrait alimenter de nombreuses industries et offrir une alternative aux voitures électriques. Des chercheurs de l'université d'Umeå, en Suède, viennent de mettre au point une nouvelle technique pour améliorer la production d'hydrogène par électrolyse. Ils ont publié leurs résultats dans la revue *Communications Engineering*. La production d'hydrogène par électrolyse nécessite un électrocatalyseur. La technologie la plus efficace fait appel à une membrane échangeuse de protons (MEP), qui nécessite des métaux nobles comme le platine, le ruthénium et l'iridium.



Toutefois, ces métaux sont assez rares et chers, et le ruthénium et l'iridium ont tendance à se dissoudre avec le temps.

Une solution qui stabilise les métaux nobles ainsi que d'autres éléments

Leur solution a été de créer une sorte d'échafaudage, une structure dans laquelle enfermer les métaux nobles pour bloquer la dissolution. Elle est composée

d'un mélange d'oxydes d'étain, d'antimoine, de molybdène, et de tungstène (SnO₂-SbO₃-MoO₃-WO₃). Ils ont testé la réaction en utilisant du ruthénium et un support en feutre de fibre de titane. Ils ont constaté une réduction de la dégradation non seulement du ruthénium, mais également du support en titane. Les chercheurs estiment que

leur approche pourrait permettre de stabiliser d'autres métaux plus répandus et moins coûteux comme le fer, le nickel ou le cobalt, qui pourraient alors remplacer les métaux nobles. Ils espèrent que leur découverte pourra conduire au développement de la production renouvelable d'hydrogène à grande échelle

GRÂCE À UN DISPOSITIF « BIOHYBRIDE » INNOVANT

Un nouvel espoir pour les personnes atteintes de paralysie

Des chercheurs ont créé un appareil « biohybride », mêlant électrodes et cellules souches pour se connecter aux terminaisons nerveuses. Cela pourrait représenter un nouvel espoir pour les personnes paralysées et même permettre un contrôle fin des prothèses.

Des chercheurs de l'université de Cambridge ont mis au point une nouvelle technique qui permet de reconnector des neurones sectionnés en combinant des cellules souches avec des circuits électroniques souples pour créer un appareil « biohybride ». Cela pourrait aider aussi bien des personnes paralysées que celles ayant subi une amputation et qui portent une prothèse. Ils ont publié leurs résultats dans la revue *Science Advances*.

Pour redonner fonction à un membre paralysé, différentes recherches ont tenté de reconnector les axones dans un nerf endommagé grâce à des circuits électriques. Toutefois, elles se sont heurtées à un obstacle majeur. Lorsqu'une électrode est reliée à un nerf, le corps forme du tissu cicatriciel qui bloque le signal électrique.

Les différentes étapes de l'implantation l'implant (Fig B à E) et une augmentation de l'impédance mesurée au bout de quatre semaines qui reste acceptable (Fig F). © Université de Cambridge.

Les cellules souches, la clé pour éviter la cicatrisation

Les chercheurs ont développé un appareil capable de se connecter à la terminaison d'un nerf pour recevoir les signaux des axones individuels qui le composent, en utilisant des réseaux de microélectrodes. Ils ont ajouté une couche de cellules souches pluripotentes induites — des cellules souches créées à partir de cellules adultes — pour créer des myocytes, autrement dit des fibres musculaires. L'utilisation de myocytes permet d'amplifier le signal électrique transmis par l'axone, et évite la formation de tissu cicatriciel.

L'appareil a été implanté dans des rats, en reliant les microélectrodes recouvertes de cellules aux terminaisons de nerfs sectionnés au niveau de la patte avant. Les chercheurs ont constaté une évolution du signal enregistré au bout de deux semaines qui correspond au temps de régénération des axones afin qu'ils se connectent aux myocytes.

Le signal correspondait alors à l'activité attendue pour la patte paralysée lorsque le rat se déplace. Au bout de quatre semaines, les myocytes implantés étaient toujours vivants et il n'y avait aucune trace de cicatrisation. Il faudra des recherches plus poussées avant de pouvoir passer à des essais cliniques sur des humains. Toutefois, cette technique pourrait permettre de reconnector des nerfs sectionnés chez les personnes paralysées, et même être utilisé pour commander des prothèses après une amputation.

Un watermark pour repérer les contenus générés par l'intelligence artificielle

En attendant la mise en place d'une législation sur l'intelligence artificielle, sept des plus grandes entreprises du secteur ont trouvé un terrain d'entente sur plusieurs garde-fous lors d'une réunion à la Maison Blanche.

L'avènement à vitesse grand V de l'intelligence artificielle générative bouscule tout aussi rapidement les législateurs partout dans le monde. L'Union européenne n'a pas traîné avec l'AI Act, un règlement autour de l'utilisation de l'IA dont les dispositions mettront du temps avant d'être applicables. Dans l'intervalle, l'UE et les États-Unis veulent s'entendre autour d'un « Pacte sur l'intelligence artificielle » : il s'agit d'un code de bonne conduite que les entreprises du secteur devront s'engager à respecter, en attendant des lois en bonne et due forme.

De la bonne volonté, c'est aussi ce qui transparaît suite à la réunion au sommet entre l'administration Biden et sept des entreprises américaines les plus impliquées dans l'IA générative (dont OpenAI, Microsoft, Google, Meta ou encore Amazon). Le président américain a obtenu de ces sociétés des engagements volontaires pour limiter les risques que posent cette technologie émergente.

La principale disposition est la mise au point d'un watermark sur les contenus texte, audio et vidéo générés par l'intelligence artificielle comme ChatGPT ou Midjourney. Un filigrane qui permettra aux lecteurs, auditeurs et spectateurs de ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Il s'agit en effet de freiner la désinformation issue des contenus créés par l'IA. On ignore encore à quoi ressemblera ce filigrane, mais il sera intégré dans le contenu afin qu'il soit possible d'en retracer l'origine. Il y a urgence à agir. Les premiers soubresauts de la campagne pour l'élection présidentielle américaine ont montré que l'intelligence artificielle générative allait servir pour tromper ou manipuler l'opinion, en particulier du côté républicain.

YOURART

La plateforme qui révolutionne le marché de l'art en ligne avec l'IA et la blockchain

À 81 ans, l'inusable Maurice Lévy se lance dans une nouvelle aventure : YourArt, la première plateforme art + tech dédiée à tous les amoureux de l'art, sans distinction, sélection ou restriction.

Même si le marché des ventes d'art en ligne se calme un peu après l'euphorie de la pandémie, il a connu une croissance de 575 % depuis 2012 ! De nombreux acteurs occupent désormais la place mais, « comme beaucoup de passionnés d'art, les propositions de plateformes m'ont paru répondre partiellement à mes envies, mes recherches. J'ai décidé de créer une plateforme complète, aboutie et exigeante pour tous les amoureux de l'art, ouverte à tous les artistes, confirmés ou émergents, indépendants ou représentés », explique Maurice Lévy, président de YourArt. L'idée lui trotte en tête depuis une dizaine d'années, mais n'est devenue réalité qu'il y a deux ans en confiant le développement à son fils, Stéphane, et Jonas Botbol, un spécialiste de l'intelligence artificielle sémantique.

La parfaite synthèse art + tech

Les dernières avancées technologiques offrent en effet de formidables opportunités à ce que YourArt soit « la parfaite synthèse art + tech immersive pour proposer au grand public une nouvelle manière de vivre l'art grâce aux dernières innovations technologiques », précise Stéphane Lévy, cofondateur et désormais VP Product de la plateforme. En plus d'avoir la main sur leur portfolio dans le catalogue de YourArt, les artistes, les artistes ont la possibilité avec les metagaleries de présenter leurs œuvres dans un espace d'exposition virtuel immersif en 3D. Ils peuvent aussi créer leurs propres musées imaginaires, ce qui permet de tisser des liens entre différentes œuvres, courants et périodes de l'histoire de l'art, et même y ajouter des audioguides enregistrés et importés par l'utilisateur.

Le meilleur de l'intelligence artificielle et de la blockchain

Et ce n'est qu'un début, puisque la plateforme française s'ouvrira vite à son ambition mondiale avec de nouvelles fonctionnalités qui exploitent tout le potentiel de l'intelligence artificielle et de la blockchain. La traçabilité, l'assurance d'une transparence dans les ventes successives d'une œuvre d'art physique (peinture, sculpture, photographie...), la gestion de la propriété et des droits d'auteur, la certification de l'authenticité et de la provenance seront possibles avec un NFT. Sont également prévus dans les prochains mois des fonctions de recommandations et l'implémentation d'un système de messagerie entre utilisateurs.

Rendre l'art ouvert au plus grand nombre

L'originalité de YourArt est aussi d'être ouverte à tous, les professionnels, galeries, marchands, critiques, curateurs, conservateurs mais aussi les amateurs non représentés par des galeries, sans âge minimum. La plateforme n'oppose aucune sélection à l'inscription, il faut juste disposer d'un numéro de Siret. La plateforme offre à ses utilisateurs une interface immersive, simple d'utilisation, et héberge beaucoup de tutoriels par exemple pour prendre correctement une œuvre en photo ou encore emballer les œuvres et les expédier. « C'est l'occasion qu'ils puissent se former à ces nouveaux outils, qu'ils prennent en main la plateforme », souligne Stéphane Lévy.

Le Premier ministre à Rome

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, participe, dimanche à Rome (Italie), en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale sur le développement et la migration. Les travaux débiteront, dimanche après-midi, avec la participation de l'Algérie, Chypre, l'Egypte, l'Ethiopie, la Grèce, Malte, l'Espagne, la Turquie, la Jordanie, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Liban, la Libye, la Tunisie, la Mauritanie et le Niger.

Cet événement se déroulera en présence de représentants d'instances et d'organisations régionales et internationales, dont l'Union africaine (UA), le Conseil européen, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds arabe pour le développement économique et social.

SKIKDA

La zone industrielle de Harrouch inaugurée fin juillet

L'exécutif de la wilaya de Skikda a annoncé que la zone industrielle de Harrouch sera réceptionnée dans moins d'une semaine. Le taux d'avancement des travaux, lancés en novembre 2022, a atteint 95%. Cette zone industrielle occupera une superficie réelle de trois hectares. Le projet est financé par les fonds communs des collectivités locales à hauteur de 387 millions de dinars.

Les travaux retenus portent sur le revêtement des routes et la réalisation des trottoirs et des réseaux d'éclairage public et d'assainissement, ont souligné les responsables de cette wilaya côtière. Par ailleurs la zone industrielle est en mesure de recevoir 34 investisseurs.

Elon Musk change le logo historique de Twitter

Le célèbre oiseau bleu devrait être remplacé par la lettre X, en référence à X Corp, nouveau nom officiel de la plateforme. Exit le petit oiseau bleu? Le fantasque homme d'affaires et propriétaire de Twitter Elon Musk a suggéré samedi soir qu'il envisageait un changement de nom et de logo pour son réseau social. «Nous dirons bientôt +adieu+ (en français, ndlr) à la marque Twitter et, progressivement, à tous les oiseaux», a-t-il d'abord tweeté, avant de suggérer que le nouveau logo pourrait être un «X». Il a ainsi épinglé à son profil Twitter une vidéo publiée par un utilisateur de la plateforme montrant l'actuel logo de Twitter, un oiseau bleu, remplacé par un X clignotant. «Si un logo X assez bon est posté ce soir, nous le mettrons en ligne dans le monde entier demain», a-t-il encore assuré. Après avoir racheté Twitter l'an dernier pour 44 milliards de dollars, Elon Musk avait changé le nom de l'entreprise en «X Corp» au mois d'avril 2023, et évoque régulièrement son projet nébuleux de la transformer en application multi-facettes, avec des services financiers, comme WeChat en Chine.

EN PLEINE FLAMBÉE DES TEMPÉRATURES

Les pays du G20 échouent à s'entendre sur la réduction des énergies fossiles

Les ministres de l'Energie des pays du G20, réunis en Inde samedi, n'ont pas réussi à s'accorder sur un calendrier permettant de réduire progressivement le recours aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Réunis à Goa en Inde, les ministres de l'Energie des pays du G20, n'ont pas réussi à trouver un consensus sur la réduction progressive de l'utilisation des combustibles fossiles pour produire de l'électricité. Alors qu'ils avaient prévu de communiquer une position commune sur le sujet à la fin de cette réunion de quatre jours, ils ont renoncé en raison de désaccords. Notamment sur le triplement des capacités d'énergie renouvelable d'ici à 2030. Résultat : leur déclaration finale ne mentionne même pas le charbon, pourtant l'un des gros contributeurs au réchauffement climatique. Problème : il est encore l'une des principales sources d'énergie de beaucoup d'économies en développement dont l'Inde, pays le plus peuplé au monde, ou la Chine, deuxième économie mondiale. Cet échec à s'accorder intervient malgré la volonté affichée en mai à Hiroshima par les dirigeants du G7 d'« accélérer » leur « sor-



tie » des énergies fossiles, et alors que les températures mondiales atteignent des records, causant vagues de chaleur, inondations et incendies. Pour expliquer cette impasse, l'Inde, qui préside le G20, a expliqué que certains des membres souhaitaient une réduction des énergies fossiles « unabated », c'est-à-dire non adossées à des dispositifs de captage ou de stockage de carbone, « conforme aux différentes circonstances nationales ». En revanche, d'« autres ont une opinion différente sur le fait que les technologies de captage et stockage de carbone répondent à ces besoins ». Un projet de document consulté vendredi soir par Reuters men-

tionnait « l'importance de faire des efforts pour réduire progressivement les combustibles fossiles sans système de capture carbone, conformément aux différentes circonstances nationales ». Finalement, la déclaration a été modifiée et traduit les doutes de certains pays que les technologies de capture et d'élimination du carbone puissent répondre aux préoccupations liées à l'usage des énergies fossiles. Une coalition de dix-huit pays, dont la France et l'Allemagne, menée par les Îles Marshall, réclame « une sortie urgente des énergies fossiles » et « un pic des gaz à effet de serre d'ici à 2025 », estimant que « l'humanité ne peut pas se permettre d'attendre ». Ce

groupe de pays réclame une diminution de 43% des émissions mondiales d'ici à 2030 par rapport à 2019, afin de respecter la limite des 1,5°C de hausse des températures d'ici à la fin du siècle par rapport à l'ère pré-industrielle, conformément aux calculs des experts climat des Nations unies. Par rapport à l'ère pré-industrielle, le monde connaît aujourd'hui un réchauffement proche de 1,2°C sous l'effet de l'activité humaine, essentiellement de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz). Mais beaucoup de pays en développement estiment que les pays riches, plus gros pollueurs, doivent financer davantage la transition énergétique. C'est le cas de l'Inde notamment, qui s'est fixée un objectif de zéro émission nette pour 2070, soit 20 ans plus tard que beaucoup d'autres pays. Un rapport préparant la présidence de l'Inde au G20 a calculé à 4.000 milliards de dollars par an le coût de la transition énergétique et souligné l'importance d'un financement à bas coût pour les transferts de technologies et les pays en développement, une demande récurrente de New Delhi. Certains gros producteurs de pé-

trole sont également réticents à une sortie rapide des combustibles fossiles. Ed King, du réseau de communication sur le climat GSCC, a notamment reproché à la Russie et l'Arabie saoudite le manque de progrès dans les négociations de samedi. Ces pays ont « bloqué les efforts pour un accord sur un triplement des énergies propres visant à réduire les énergies fossiles », a-t-il déploré sur Twitter. Le PDG de la compagnie pétrolière des Emirats arabes unis Adnoc, Sultan Al Jaber, qui présidera les négociations de la COP28, a déclaré qu'il s'attendait à ce que les combustibles fossiles continuent à jouer un rôle, même réduit, avec l'aide, controversée, de dispositifs de captage ou de stockage de carbone. Il a toutefois estimé que leur réduction était « inévitable » et « essentielle », mais que le réalisme interdisait de s'en passer du jour au lendemain. Les pays du G20 ont également rejeté les mesures exhortant les pays développés à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique dans les pays en développement pour 2020-2025.

Agence

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 24 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL EN 2E RÉGION MILITAIRE

«L'Algérie avance à pas sûrs vers l'excellence»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé, dimanche, une visite de travail en 2e Région militaire à Oran, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Dans le prolongement des visites d'inspection aux différentes Régions militaires, », Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire Saïd Chanegriha, a entamé ce dimanche 23 juillet 2023, une visite de travail au niveau de la 2e Région militaire à Oran », précise la même source. A l'entame de la visite et après la cérémonie d'accueil, donnée par le Général-major Mohamed Taïeb Brakni, Commandant de la 2e Région militaire, le Général d'Armée a observé « un moment de recueillement à la mémoire du défunt moudjahid +Ahmed Boudjenane+ dit +Si Abbès+, dont le siège de Commandement de la Région porte le nom, et a déposé, pour la circonstance, une gerbe de roses devant sa stèle commémorative et réitéré la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada ». A l'issue, et lors de sa ren-

contre avec les cadres et les personnels de la 2e Région militaire, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation qui a été suivie par visioconférence par l'ensemble des unités de la Région, dans laquelle il a exhorté les personnels de l'ANP, et à travers eux, l'ensemble des enfants loyaux et nationalistes, à « redoubler d'efforts et faire preuve davantage de performances, afin de réaliser les nobles objectifs nationaux engagés par Monsieur le Président de la République », indique le communiqué. « Je saisis cette occasion pour vous exhorter, vous qui êtes mobilisés dans chaque parcelle de notre patrie, pour défendre la souveraineté de nos frontières terrestres, nos eaux territoriales et notre espace aérien, et à travers vous tous les enfants fidèles de notre cher pays, à redoubler d'efforts et à faire preuve davantage de performances, afin de contribuer à la réalisation des nobles objectifs nationaux engagés par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, d'autant plus que notre pays possède des ressources humaines, naturelles, économiques et intellectuelles qui lui per-

mettent de concrétiser son projet de développement et de hisser notre Nation parmi les pays émergents », a-t-il souligné. « Un projet prometteur, dont les contours commencent à se dessiner, grâce aux réalisations accomplies dans tous les domaines, au cours des dernières années, aussi bien dans la consolidation des institutions de l'Etat, la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, ou encore en rétablissant la confiance entre les citoyens et leurs institutions constitutionnelles et en renforçant la stabilité intrinsèque de l'Etat », a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a souligné que « L'Algérie avance à pas sûrs vers l'excellence, dans les domaines de la géopolitique régionale et internationale et que la continuation sur cette voie avec la même dynamique et la même cadence, est un devoir sacré qui nécessite la cohésion et la synergie des efforts de tous les enfants dévoués de la patrie ». « L'Algérie avance à pas sûrs vers l'excellence, voire au sommet, dans les domaines de la géopolitique régionale et internationale. Poursuivre sur cette voie avec engagement et fidélité avec la même dynamique et la même cadence, est un de-

voir sacré qui nécessite la cohésion, l'harmonie et la synergie des efforts de tous les enfants dévoués de la patrie, pour que l'Algérie puisse se placer comme un pays leader, fort, prospère et acteur de son environnement », a déclaré le Chef d'Etat-Major de l'ANP. Il a précisé que « cela n'est pas loin à atteindre pour les enfants des héros de Novembre fidèles et loyaux, notamment les jeunes, qui sont le cœur battant de la nation et sa réserve dans tous les sens ». « Nous plaçons beaucoup d'espoir en cette jeunesse pour le présent et l'avenir du pays, afin qu'elle soit à la hauteur des responsabilités et des défis, sur les pas de ses nobles ancêtres qui ont tout sacrifié pour libérer notre chère patrie et hisser haut son emblème parmi les autres nations », a-t-il ajouté. Par ailleurs, au terme de la rencontre, la parole a été donnée aux personnels de la Région pour exprimer leurs intérêts et préoccupations et qui ont réitéré, à cette occasion, leur engagement à assumer pleinement les nobles missions dont ils sont investis, conclut le communiqué du MDN.

APS